



RAPPORT ANNUEL

2020

15 mars 2021

Illustrations:

Sophie Holin (sauf en page 3 et 26 par Carlos Julio)

SOMMAIRE

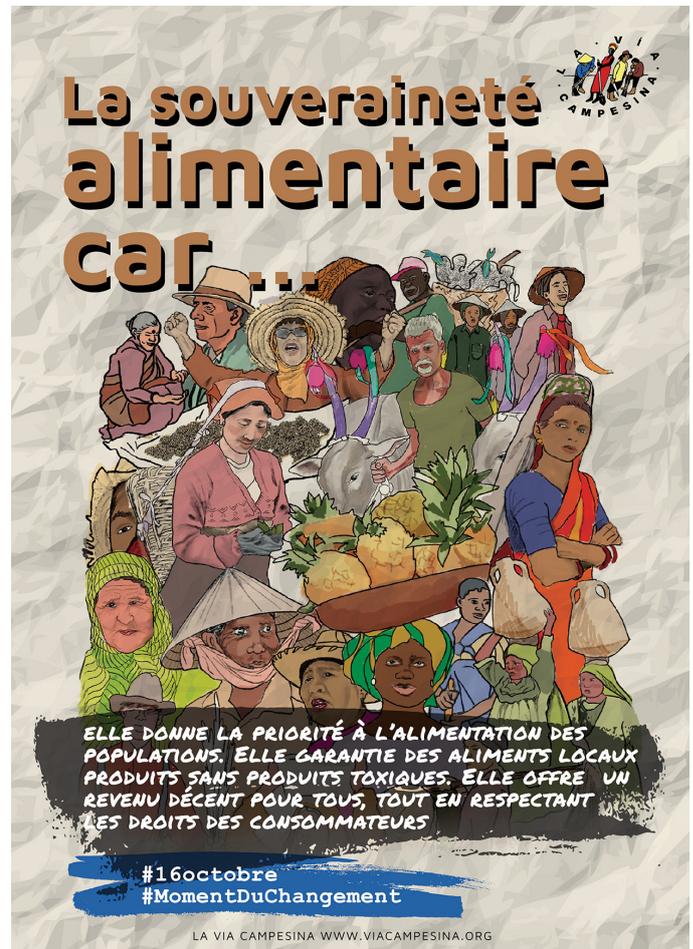
1.0	Introduction	1
2.0	Mondialiser la lutte et l'espoir durant la pandémie de la Covid-19	5
3.0	Faire progresser la mise en œuvre de la déclaration : Enseignements tirés et défis à relever	7
4.0	Politiques publiques et gouvernance alimentaire mondiale	9
5.0	Internationaliser la situation des travailleur se·s migrant·e·s et salarié·e·s et la solidarité à leur égard	13
6.0	Agroécologie, semences et biodiversité	15
7.0	Justice climatique et environnementale	18
8.0	Commerce	20
9.0	Terre, eau et territoires	22
10.0	Campagne en faveur d'un Traité contraignant pour démanteler le pouvoir des sociétés transnationales	24
11.0	L'articulation des femmes	26
12.0	L'articulation des jeunes	28
13.0	Formation : Mondialiser la lutte et l'espoir par l'apprentissage et la formation	30
14.0	Fonctionnement interne et année d'adaptation aux nouvelles façons de travailler	32
15.0	Remarques finales	34
16.0	Annexes	36

Introduction

L'année 2020 a été l'une des plus éprouvantes des cinquante dernières années. Personne n'avait prévu qu'au mois de mars, le monde serait confronté à une pandémie qui mettrait un terme à la vie telle que nous la connaissions. C'est ce qu'a fait la pandémie de Coronavirus (Covid-19). Celle-ci a révélé deux choses : (1) le noyau pourri et les fissures de l'économie néolibérale mondiale et (2) le besoin urgent de politiques radicales pour apporter le changement ainsi qu'une assistance, la dignité et l'équité à des milliards de personnes dont la survie ne tient qu'à un fil. Le désespoir s'accroît avec chaque crise, entraînant des conséquences non recherchées, telles que la montée récente de l'extrême droite, du fascisme et du nationalisme totalitaire. Les inégalités dans le monde sont au plus haut. L'empathie est au plus bas et les politiques économiques, sociales, écologiques et environnementales destructrices sont plus répandues que jamais. Cette pandémie enracinée dans le capitalisme et fortement liée au modèle d'agriculture industrielle est l'une des nombreuses conséquences récentes de ces politiques destructrices.

Plus de 80 millions de personnes infectées et près de deux millions de morts.

À la fin de l'année, il était clair que le virus de la Covid-19 était un révélateur de la crise existentielle de l'humanité. Les pauvres sont de loin les plus touchés, de manière disproportionnée. La pandémie a révélé les injustices commises à l'encontre des paysan-ne-s, des salarié-e-s et des pauvres par les gouvernements du monde entier.



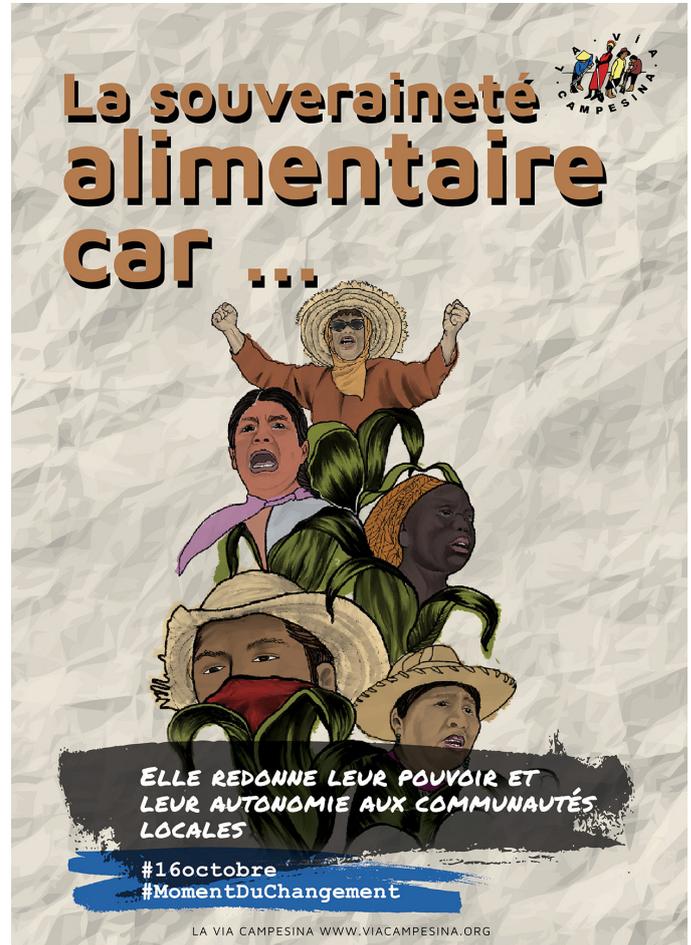
La négligence et le manque de sensibilité à l'égard de la situation de ces groupes ont été et sont toujours affligeants. La société hyperindustrialisée construite autour des villes a longtemps refusé aux travailleur-se-s le droit de travailler plus près de chez eux ou de chez elles et de se nourrir convenablement.

Les travailleur·se·s migrant·e·s et urbain·e·s, la main-d'œuvre bon marché de cette société, ont été contraints de parcourir des centaines, voire des milliers de kilomètres pour rentrer chez eux et chez elles à mesure que les entreprises et les usines du monde entier fermaient leurs portes suite à l'imposition de mesures de confinement et de restrictions par les gouvernements. Les grandes entreprises ont toutefois poursuivi leurs activités et ont exposé nombre de leurs travailleur·se·s aux infections – on peut citer l'exemple des grands abattoirs aux États-Unis, en Allemagne et dans d'autres pays européens. Les travailleur·se·s migrant·e·s ont continué à travailler sans protection adéquate sur de grandes exploitations agricoles en Europe et aux États-Unis et beaucoup ont contracté le virus. Pourquoi les travailleur·se·s devraient-ils encore faire confiance à ce système ?

Les inégalités se sont creusées à mesure que des millions de personnes perdaient leur emploi tandis que des milliardaires ont vu leur fortune s'accroître de plus de 10 000 milliards de dollars, concentrant encore davantage les richesses entre les mains de quelques-uns. La pandémie a précipité des centaines de millions de personnes dans la faim et la pauvreté qui ont rejoint plus d'un milliard de personnes vivant déjà dans la pauvreté. En Afrique et dans certaines parties d'Asie, les conséquences des récentes sécheresses et des graves inondations, ainsi qu'une des pires invasions de criquets pèlerins ont encore aggravé la situation des plus pauvres. Si l'on tient compte des effets cumulés de ces phénomènes météorologiques extrêmes et de ces chocs naturels ainsi que de la crise économique mondiale en cours, cette pandémie a sapé les efforts internationaux visant à réduire la pauvreté dans le monde.

Selon l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la pandémie serait à l'origine d'une augmentation du nombre total de personnes sous-alimentées d'entre 83 et 132 millions de personnes. L'ironie du sort veut que ce monde de plus en plus affamé perde ou gaspille 1,3 milliard de tonnes de nourriture par an, soit suffisamment pour nourrir deux milliards de personnes. Ce gaspillage s'est aggravé durant la pandémie. La Covid-19 entraîne des difficultés considérables dans la production et la distribution alimentaires mondiales. Les cultures ont été laissées à l'abandon dans les champs tandis que d'innombrables animaux d'élevage

ont été tués afin de réduire leur population à mesure que les abattoirs fermaient et que les grandes fermes industrielles libéraient de l'espace pour accueillir de nouveaux animaux.



De nombreux pays dépendant des importations se sont inquiétés de leur sécurité alimentaire et ont violé les droits humains de leurs populations les plus vulnérables : travailleur·se·s migrant·e·s, femmes, jeunes et enfants. Ils ont permis aux entreprises agroalimentaires d'exploiter et de forcer les travailleur·se·s agricoles migrant·e·s à travailler dans des conditions risquées, avec des protections inappropriées, un accès limité aux soins de santé et sans se soucier de leur bien-être.

Durant des décennies, les gouvernements n'ont pas fait grand-chose pour protéger les petites exploitations agricoles et les producteur·ice·s alimentaires locaux, encourageant et soutenant plutôt les systèmes alimentaires dysfonctionnels des grandes entreprises. Ils ont continué à le faire durant la pandémie. Leurs mesures de soutien aux



LES PAYSANNES ONT LE DROIT DE PARTICIPER AUX ESPACES DE DÉCISION - PLUS JAMAIS SANS NOUS !



paysan·ne·s ont été inadéquates et tardives alors que les paysan·ne·s produisent la majeure partie de la nourriture consommée dans le monde. Les marchés paysans locaux ont été abruptement fermés suite aux mesures de confinement visant à enrayer la propagation de la Covid-19. Les autorités ont confisqué et détruit les récoltes des paysan·ne·s dans le but de dissuader le mouvement. Cependant, les chaînes de magasins appartenant aux grandes entreprises ont continué à fonctionner ! Qu'y a-t-il de plus ironique et de plus révoltant que d'apprendre que des paysan·ne·s sont contraint·e·s de se débarrasser de leurs récoltes alors que les rapports sur la faim et la famine se multiplient ? Pourtant, au milieu de tout ce chaos, les systèmes agricoles locaux fondés sur la production paysanne agroécologique ont prouvé leur résilience et sont devenus une planche de salut pour de nombreux pays développés et en développement.

Au cours de l'année, en pleine pandémie, les lobbies de l'agroalimentaire et des entreprises ont intensifié leurs efforts pour s'emparer des espaces de gouvernance mondiale démocratique. Invoquant l'aggravation de la faim, certains ont appelé les gouvernements à lever l'interdiction de l'utilisation des OGM tandis que certaines grandes entreprises, sous couvert de la pandémie, ont collaboré avec les décideurs politiques pour assouplir les lois protégeant les ressources naturelles.

Nous avons assisté aux tentatives délibérées d'empêcher la participation de la société civile aux processus d'élaboration des politiques mondiales et aux espaces des Nations unies. La tenue en ligne des réunions du Conseil des droits de l'Homme et d'autres événements a limité la participation des paysan·ne·s et des communautés autochtones. À cause de l'indifférence dont a fait preuve le gouvernement intérimaire en Bolivie quant au suivi de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), il a été extrêmement difficile pour La Via Campesina et ses allié·e·s de faire progresser la stratégie internationale vers des procédures de soutien pour la mise en œuvre de la Déclaration.

Dans le même temps, à la FAO, les lobbies des entreprises ont accéléré leur tentative de mainmise sur le Sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU (UN FSS), prévu pour 2021. Ils ont empiété sur le travail du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) et du Mécanisme de la société civile (MSC), sapant ainsi



#RestezChezVousMaisPasEnSilence

#17avril2020 - Journée internationale des luttes paysannes

la voix des mouvements sociaux. S'il est une chose que cette pandémie a faite, c'est de nous donner des raisons plus claires de résister à la mainmise des entreprises et d'accélérer nos demandes pour un Traité contraignant qui puisse tenir les entreprises pour responsables de violations des droits humains et des droits des paysan·ne·s.

À La Via Campesina, nous croyons en la souveraineté alimentaire et nous la défendons en tant que droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite selon des méthodes écologiquement durables. La pandémie de la Covid-19 nous a montré l'importance de la résilience des systèmes alimentaires locaux qui préservent de nombreuses personnes de la faim et de la famine.

La Via Campesina s'est mobilisée le 17 avril (Journée internationale des luttes paysannes) et le 16 octobre (Journée internationale d'action pour la souveraineté alimentaire des peuples et contre les multinationales) et a plaidé pour la souveraineté alimentaire de chaque communauté dans le monde. Le mouvement s'est appuyé sur ses messages clés « Restez chez vous mais pas en silence » et « Il est temps de transformer », pour appeler à la mise en œuvre et au respect des principes de la souveraineté alimentaire. Nos efforts conjoints et notre solidarité tout au long de l'année ont été et continuent d'être la plateforme grâce à laquelle nous survivons ensemble à la pandémie.

En tant que La Via Campesina, nous pensons qu'aucune transformation systémique n'est possible sans la reconnaissance et la protection des droits de celles et ceux qui sont au cœur de nos systèmes alimentaires : les paysan·ne·s, les pêcheurs, hommes et femmes, les peuples autochtones, les éleveur·se·s, les habitant·e·s des forêts, les travailleur·se·s agricoles ainsi que les consommateur·rice·s des villes et des campagnes.

La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s offre une feuille de route claire et s'appuyant sur les droits pour construire et renforcer la souveraineté alimentaire et s'éloigner des systèmes alimentaires basés sur le marché qui détruisent l'environnement, polluent les communautés et encouragent la surconsommation. Il est essentiel de garantir les droits des paysan·ne·s et des travailleur·se·s ruraux pour atténuer les conséquences de la pandémie et apporter des changements systémiques et transformateurs qui placent la santé et le bien-être des personnes avant les profits. La Déclaration fournit un cadre pour élaborer des politiques publiques diversifiées, résilientes et enracinées dans la sagesse, la culture et les coutumes des communautés locales ainsi que dans leurs visions de la souveraineté alimentaire.

Mondialiser la lutte et l'espoir durant la pandémie de la Covid-19

L'année 2020 a mis La Via Campesina face à de nouveaux défis à relever et de nouvelles possibilités à saisir pour faire avancer ses luttes et mobiliser les intérêts de ses membres. Les restrictions dues à la Covid-19, notamment concernant les déplacements à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales, ont représenté un obstacle immense pour le mouvement en termes de participation et de continuité des luttes construites autour de rencontres physiques. Le mouvement paysan a dû s'adapter aux nouvelles demandes d'accès à des espaces en ligne pour poursuivre sa mobilisation et sa présence dans les processus politiques nationaux, régionaux et internationaux. Dans certaines régions, telles que l'Amérique du Sud, plusieurs émissions de radio de « Voz campesina » (« La voix des paysan-ne-s ») ont été produites en collaboration avec Radio Mundo Real et diffusées sur les réseaux sociaux de Via Campesina Amérique du Sud, de la Coordination des organisations paysannes d'Amérique latine et des Caraïbes (CLOC) et de Radio Mundo Real. Ces activités étaient importantes pour maintenir les luttes en cours.

La plupart des régions de La Via Campesina ont organisé des réunions en ligne entre organisations membres pour maintenir et améliorer la coordination. Ces réunions ont, cependant, généré une série de problèmes concernant la participation des mouvements sociaux, les difficultés de l'interprétation simultanée dans certaines langues, les différences de fuseaux horaires entre pays et continents, les problèmes de connexion Internet, la fatigue due aux activités en ligne, etc.



Certains pays en Asie du Sud-Est et de l'Est, en Asie du Sud, en Europe, en Afrique de l'Est et du Sud, en Amérique du Nord et du Sud, disposant d'un meilleur accès Internet, ont participé aux réunions en ligne. Même dans ces régions, tous les membres n'ont pas participé pour diverses raisons : la barrière de

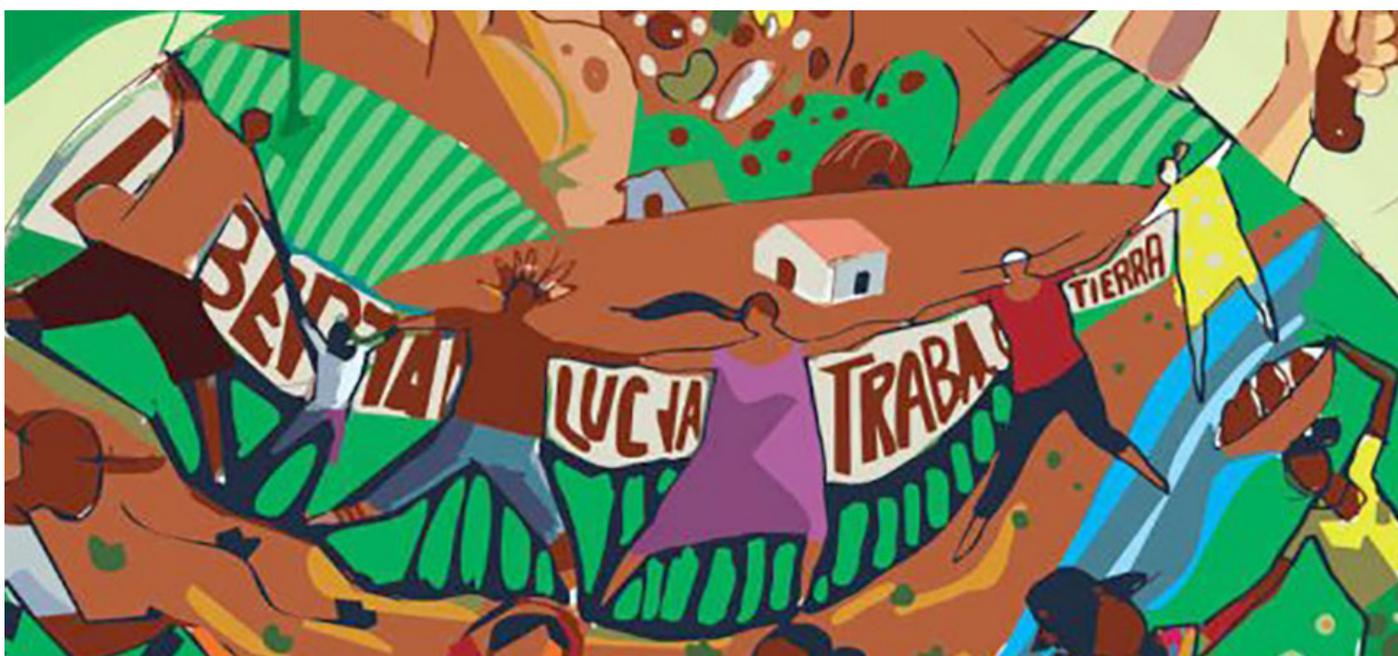
la langue, le manque d'interprètes (la plupart des sessions étaient limitées aux trois langues coloniales habituelles : anglais, français et espagnol), les différences de fuseaux horaires, etc. Les membres en Amérique du Nord et en Asie ont formé des collectifs de traducteurs et d'interprètes volontaires pour permettre une meilleure et véritable participation des paysan·ne·s.

Les collectifs de travail internationaux de La Via Campesina ont utilisé les outils de vidéoconférence pour coordonner et mener à bien certaines de leurs activités malgré les difficultés liées à la pandémie de la Covid-19.

Le mouvement a fait des efforts significatifs pour continuer à suivre les différents processus internationaux liés à la gouvernance alimentaire mondiale ainsi que les agences basées à Rome et pour maintenir une continuité de travail et d'actions au sein de son collectif sur les politiques publiques. Malgré ces efforts pour être présent·e·s en ligne, nos interventions dans les institutions mondiales, notamment les organes de l'ONU tels que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome et le Conseil des droits de l'Homme (CDH) à Genève, ont été considérablement impactées. Les entreprises ont profité de la pandémie pour faire valoir leurs intérêts, notamment autour du Sommet des systèmes alimentaires et sur les questions de nutrition.

Nos actions de solidarité ont mis en lumière la situation des communautés paysannes et des petits producteur·rice·s alimentaires pendant la pandémie. Une mission de solidarité a été organisée au Venezuela au mois de janvier (du 20 au 27) afin de mieux comprendre les conséquences et les répercussions du blocus européen et étasunien contre le peuple vénézuélien. Les délégué·e·s de cette mission étaient des représentant·e·s de La Via Campesina venant d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale ainsi que des journalistes d'Afrique et d'Amérique du Sud.

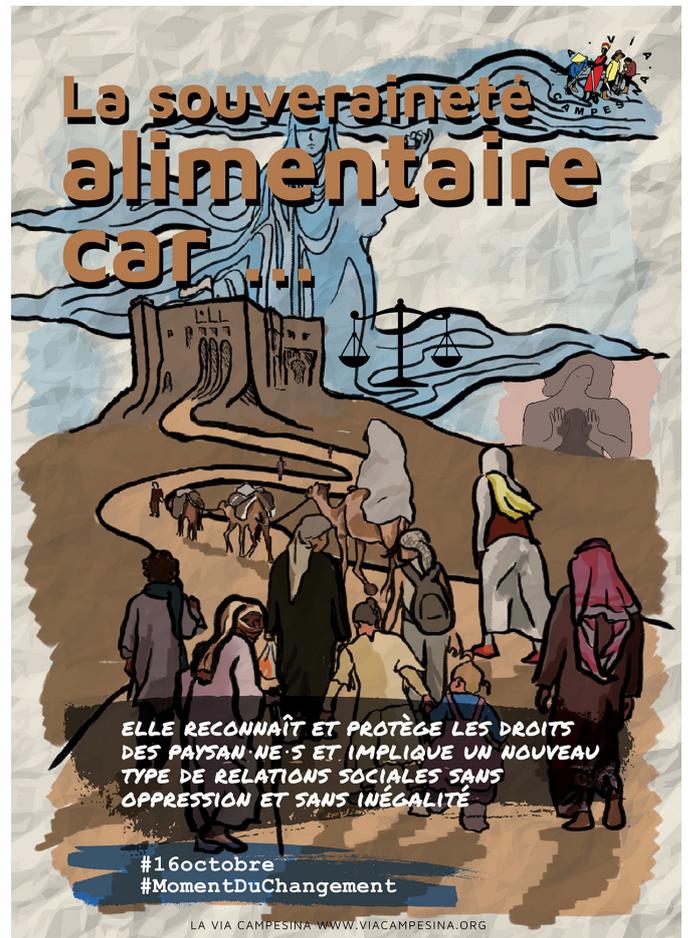
Nous avons également attiré l'attention sur la criminalisation et la persécution des leaders paysans et des travailleur·se·s agricoles migrant·e·s en Colombie, en Indonésie, en Équateur, au Brésil, au Mali, en Palestine, en Espagne, en Thaïlande et ailleurs. Malgré les difficultés liées au fonctionnement dans un monde virtuel, les organisations paysannes se sont tenues informées de la situation sur le terrain grâce à des bulletins d'information et à d'autres moyens de communication virtuels. En période de danger accru, de marginalisation et de crise au sein, notamment, de la base du mouvement pour la souveraineté alimentaire en Amérique du Nord la région s'est adaptée en créant diverses plateformes de médias sociaux afin de rester connectée et de coordonner les efforts des organisations.



Faire progresser la mise en œuvre de la Déclaration : Enseignements tirés et défis à relever

Le Collectif des droits des paysan-ne-s a continué à coordonner et à mener à bien ses activités malgré les difficultés posées par la pandémie de la Covid-19. Le collectif a organisé de nombreuses réunions et consultations en ligne, notamment des réunions conjointes avec le Collectif des politiques publiques. De nombreuses régions (Asie du Sud-Est et du Sud, Europe, Afrique australe et orientale, Amérique du Nord et du Sud) en mesure d'accéder à une infrastructure virtuelle ont participé aux réunions en ligne organisées aux niveaux régional et international. Par exemple, en avril, la région LVC Afrique australe et orientale (LVC SEAf) a participé avec LVC International et ses allié-e-s à un webinaire sur la Déclaration organisé par FIAN International sur « la Déclaration des droits des paysan-ne-s : Un jalon dans la lutte pour le droit à l'alimentation et à la justice climatique » ; et en novembre, trois délégué-e-s de la région (ZIMSOFF, ESAFF Ouganda et la Ligue paysanne du Kenya) ont participé à un webinaire international organisé par la fondation Rosa Luxemburg République tchèque durant lequel ils et elles ont partagé leurs expériences sur la mise en œuvre de la Déclaration, les obstacles, les défis à relever et les possibilités qu'elle génère.

Une réunion plénière s'est tenue en ligne le 17 décembre, marquant le deuxième anniversaire de la Déclaration. L'événement était réservé aux membres de La Via Campesina et a été suivi par plus de 180 participant-e-s des dix régions. La plénière a permis de partager et d'échanger les enseignements tirés et les difficultés auxquelles sont confrontés les paysan-ne-s



dans la mise en œuvre de la Déclaration. Chaque région a présenté les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration. Depuis le début de l'année, le collectif des droits des paysan-ne-s a organisé, main dans la main avec FIAN International, de nombreuses rencontres en ligne pour discuter de la

proposition d'élaboration de contenus à large diffusion sur la Déclaration. Un questionnaire a été élaboré et distribué à toutes les régions de la Via Campesina et à ses alliés en juillet afin de recueillir des contributions pour l'élaboration de contenu populaire et pédagogique sur la Déclaration qui soit utile à tous les détenteur·rice·s de droits. Les réponses des membres ont été reçues jusqu'au début du mois de septembre. Une proposition détaillée basée sur les contributions des détenteur·rice·s de droits a été rédigée et soumise pour financement en novembre. Le travail d'élaboration de contenus à large diffusion débutera en 2021 et se tiendra jusqu'en 2022. Au niveau international, les plans visant à faire progresser la mise en œuvre comprenaient (1) plaider pour la création de procédures spéciales dans le système onusien des droits humains afin de nommer un Rapporteur spécial des Nations unies ou un groupe de travail des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s, et (2) intégrer la Déclaration dans tous les mécanismes et procédures du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains (HCDH).

En mars, La Via Campesina et ses alliés se sont mobilisés lors de la réunion du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies à Genève et ont organisé un suivi pour faire pression en faveur de la création de procédures spéciales dans le système des droits humains des Nations unies. La Bolivie, qui était alors dirigée par un gouvernement intérimaire de droite, n'a pas soutenu notre initiative et a rendu difficile les échanges de notre délégation avec les États membres à Genève. Toutefois, la promesse du gouvernement bolivien nouvellement élu de soutenir la Déclaration est un signe encourageant. La Via Campesina a envoyé une lettre au

nouveau gouvernement du président Luis Arce afin d'offrir son soutien dans l'avancement des droits des paysan·ne·s. Les délégué·e·s de La Via Campesina ont également rencontré en mars les représentant·e·s du HCDH afin de continuer le travail d'intégration de la Déclaration dans les mécanismes et procédures de cet organe. Le mouvement a également établi des liens avec les rapporteurs spéciaux des Nations unies, notamment le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Michael Fakhri. En novembre 2020, deux membres du collectif ont participé à la consultation virtuelle de M. Fakhri pour discuter de son mandat de travail. Au cours de l'année, le Collectif des droits des paysan·ne·s a apporté de précieuses contributions aux deux rapports du rapporteur spécial des Nations unies, l'un sur le droit à l'alimentation et le commerce et l'autre sur le droit à l'alimentation et les droits des travailleur·se·s et des migrant·e·s.

Dans d'autres espaces internationaux, nous avons continué notre travail d'intégration de la Déclaration dans le Processus de Rome de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, en particulier dans les espaces CSA-MSC, ainsi que dans la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale. Le collectif, par l'intermédiaire de son organisation membre, la National Farmers' Union (NFU), mène des recherches sur les droits des paysan·ne·s au Canada pour proposer un cadre aux grandes lignes de la Déclaration. Ce travail permettra également d'expliquer comment et pourquoi la Déclaration peut et doit être appliquée dans les États aux systèmes alimentaires fortement industrialisés et néolibéraux. Deux publications sont parues en 2020 : (1) *Les droits des paysan·ne·s expliqués : Une version illustrée de la Déclaration des Nations unies (UNDROP)* par La Via Campesina, et (2) un livre de notre allié, le CETIM – « *La Déclaration de l'O.N.U. sur les droits des paysan·ne·s : Outil de lutte pour un avenir commun* ».

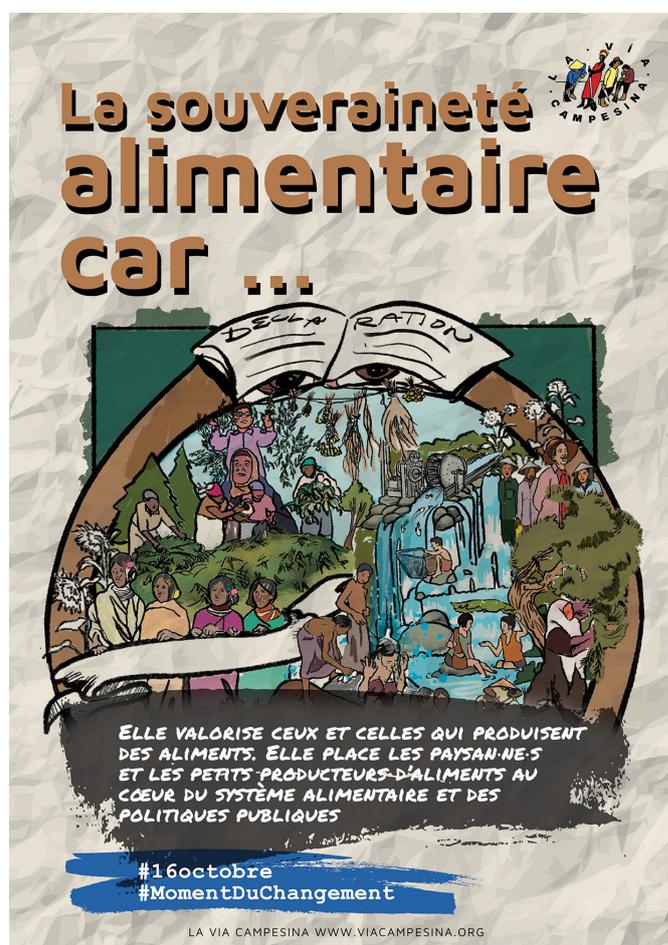
Le travail de traduction de la Déclaration sur les droits des paysan·ne·s dans d'autres langues est en cours dans les régions. Afin de toucher autant d'organisations de base que possible dans la région, LVC SEAf a soutenu la traduction de la Déclaration en neuf langues locales (swahili du Kenya, kikongo, lingala, shona, ndébélé, luganda, acholi/ateso et swahili de Tanzanie). Chacune de ces langues est une des langues principales du pays de chaque organisation membre.



Politiques publiques et gouvernance alimentaire mondiale

Le travail lié aux politiques publiques et à la gouvernance alimentaire mondiale a été fortement impacté par la pandémie de la Covid-19. Les restrictions de voyage imposées par les gouvernements à partir de mars, en particulier, ont conduit à l'annulation de nombreux événements qui devaient avoir lieu dans les agences basées à Rome. En janvier et en février, les délégué e s de La Via Campesina ont participé aux dernières réunions en présentiel à Rome. Les délégué e s ont participé à deux sessions du Groupe de travail à composition non limitée pour les négociations du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sur l'agroécologie et d'autres approches innovantes ainsi que sur les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition. Ils ont aussi participé à la réunion du groupe consultatif et du bureau du CSA à la fin du mois de janvier.

La Via Campesina a pris part à ces réunions dans le cadre d'une délégation de membres du Comité de coordination du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC). Au mois de février, neuf délégué-e-s de LVC ont participé au Forum paysan du Fonds international de développement agricole (FIDA), qui comprenait une réunion préparatoire organisée le 5 février avec les organisations alliées, membres du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), présentes au Forum. Un événement parallèle sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan-ne-s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales a été

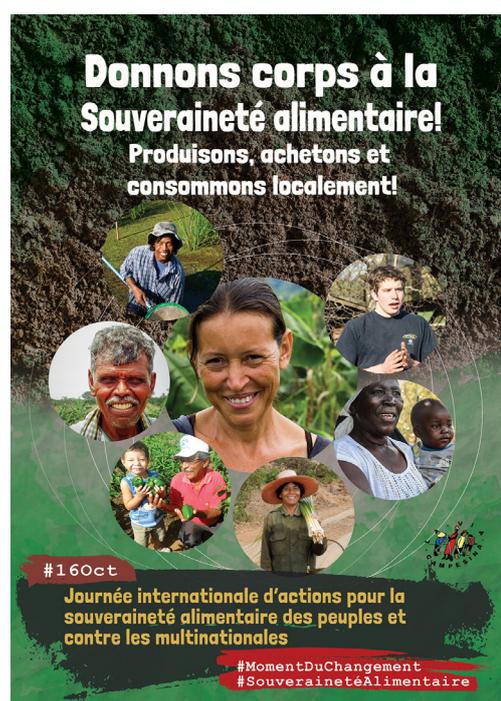


organisé, avec la participation du FIDA et de membres de la FAO ainsi que d'organisations alliées. La Via Campesina a veillé à ce que le projet de synthèse finale des délibérations reflète le rôle primordial des paysan-ne-s et des petits producteur-ric-e-s alimentaires ainsi que leurs droits.

À partir du mois de mars, certaines réunions et certains événements qui devaient avoir lieu à Rome ont été soit reportés à 2021 (par exemple, la plénière du CSA, etc.), soit organisés en ligne (voir le tableau 4.1 ci-dessous).

Tableau 4.1 Réunions et événements à Rome

Activité	Organisée en ligne/Quand	Reportée/Quand
Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)		
• Plénière du CSA		• Février 2021
• Événement spécial de haut niveau du CSA sur la sécurité alimentaire et la nutrition	• Octobre	
• Réunions du groupe consultatif du CSA	• Sept réunions virtuelles entre mars et décembre	
• Recommandation de politique générale sur l'agroécologie et d'autres approches innovantes – 2 semaines de négociations prévues en mai et juin	• Première réunion en avril • Cinq réunions virtuelles informelles entre mai et juin	• Certains processus reportés à 2021
• Négociations Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition	• Avril et mai • Septembre (1ère semaine de négociations) • Octobre-décembre (2e semaine de négociations) • Série de réunions organisées Amis du Président du Groupe de travail à composition non limitée	
• Négociations politiques pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes	• Octobre et décembre	
Comité de coordination du MSC • Discussions sur les axes de travail et les activités du CSA	• Avril et octobre	
Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) 1. Réunions du Comité de facilitation opérationnel 2. Réunions du Comité de facilitation 3. Groupes de travail et articulations régionales	• Chaque mois	
Décennie de l'agriculture familiale 1. Réunion mondiale d'échanges multi-acteurs sur la conception d'un programme de formation modulaire sur les cycles d'élaboration de politiques publiques pour l'agriculture familiale 2. Deuxième réunion des organisations/plateformes paysannes membres des plateformes du Comité directeur international de la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale	• Juillet • Septembre	
FIDA – Forum paysan • Consultation informelle – Direction du FIDA et organisations partenaires de la société civile sur les orientations de la Douzième reconstitution de ressources	• Octobre	



Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP)

Malgré les nombreux défis liés à la pandémie et au déplacement des activités en ligne, le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) a réussi à maintenir sa charge de travail tout au long de l'année et a pu lancer plusieurs processus importants. Le processus de préparation du prochain forum Nyeleni, en particulier, a débuté pendant le deuxième semestre 2020 et constituera l'une des priorités de LVC pour les années à venir. Le groupe de travail sur les jeunes a été rétabli. Une lettre d'échange a été signée avec la FAO à la fin de l'année, concernant la Décennie de l'agriculture familiale et la contribution des jeunes. Le comité de facilitation du CIP a également décidé de créer un groupe de travail sur les finances afin de réfléchir à la collecte de fonds et à la gestion financière de manière plus collective. LVC Afrique a organisé, au nom du CIP, la consultation régionale de la société civile de la FAO qui s'est déroulée à Harare, au Zimbabwe, en février 2020, et qui a été accueillie par ZIMSOFF, NANGO et le gouvernement du Zimbabwe. La consultation a donné lieu à une déclaration et trois représentant-e-s ont été élu-e-s pour représenter la société civile lors de la réunion ministérielle de la FAO en Afrique (qui a ensuite été annulée à cause de la Covid-19).



Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et Mécanisme de la société civile (MSC)

La Via Campesina a participé à la plupart des activités du CSA par le biais du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones. Le mouvement compte neuf membres dans le Comité de coordination du Mécanisme de la société civile et deux membres dans le Groupe consultatif du CSA. Le groupe de travail sur la gouvernance mondiale travaille depuis mars sur deux sujets principaux : (1) la préparation d'un rapport sur la pandémie de la Covid-19 et ses conséquences sur les petits producteur·rice·s alimentaires, les travailleur·se·s et les consommateur·rice·s, et (2) une réflexion et des actions autour du processus menant au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en 2021.

Les travaux sur le secteur social des femmes, dont le démarrage était prévu pour le mois de novembre 2020, juste après la 47^e session plénière du CSA, ont été reportés. Toutefois, les sessions du Groupe de travail à composition non limitée qui devaient discuter et convenir d'un projet de cadre de référence pour les Directives volontaires sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition ont eu lieu le 30 octobre et le 9 décembre.

En interne, le Collectif des politiques publiques a organisé plusieurs réunions virtuelles tout au long de l'année 2020, conformément à l'objectif de LVC de renforcer ses luttes en articulant les collectifs. Le collectif a organisé trois appels conjoints avec le collectif des droits des paysan·ne·s en juin et en juillet.

Durant ces réunions, il a été question des priorités du collectif, d'informations sur le travail et les actions menées dans les différents espaces (Rome, Genève, New York), dans les agences (FAO, FIDA, CSA) et sur les plateformes (CIP en particulier), d'une analyse conjointe des difficultés causées par la pandémie de la Covid-19 pour le travail au niveau international, de la relation avec le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation et du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires.

Le collectif a délibéré toute l'année sur de nombreuses questions et difficultés liées à la préparation du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires. Un groupe de travail a été formé pour définir la position politique et la ligne d'action de LVC par rapport à cet événement controversé. Un document de position intitulé « Un Sommet en état de siège » a été préparé et publié. Le document fait état des préoccupations de LVC et présente une analyse liée au Sommet, à la fois sur le processus et le contenu, soulignant plus particulièrement le problème de la mainmise des entreprises sur le Sommet et sur les institutions des Nations unies en général. Il met également en exergue l'engagement et les demandes de LVC en lien avec la transformation du système alimentaire, guidés par les principes de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie.

En raison de la pandémie, 2020 a été une année particulière pour les activités liées aux politiques publiques au niveau mondial. Le passage au virtuel des activités, notamment de processus complexes tels que

des négociations et des organes de prise de décision, a entraîné de nombreuses difficultés et a affaibli l'impact de la société civile, en particulier des mouvements sociaux, dans des espaces tels que le CSA et la FAO.

Tout en s'efforçant de suivre l'agenda de la gouvernance alimentaire mondiale, le collectif a pu se concentrer sur quelques domaines de travail et objectifs principaux. Les appels entre membres du Collectif des politiques publiques et du Collectif des droits des paysan·ne·s ont permis de développer une importante analyse conjointe de la situation et de définir quelques priorités et axes de travail.

Plus particulièrement, le processus mené par le collectif sur le Sommet sur les systèmes alimentaires a permis d'élaborer une stratégie et une position politique ferme, non seulement sur le Sommet lui-même mais aussi sur les systèmes alimentaires en général et sur les dangers de la mainmise des entreprises sur ces derniers. Le travail du CIP a été particulièrement riche tout au long de l'année. Les dirigeant·e·s et le personnel de LVC se sont engagé·e·s à suivre tous les principaux processus commencés en 2020 qui mèneront à un grand événement centré sur la souveraineté alimentaire et fourniront l'occasion de renforcer et de développer cet espace d'allié·e·s.

Internationaliser la situation des travailleur·se·s migrant·e·s et salarié·e·s et la solidarité à leur égard

L'année 2020 a été une année cruciale pour le collectif des travailleur·se·s migrant·e·s et salarié·e·s en ce qui concerne l'établissement de relations de soutien et de solidarité entre les organisations de La Via Campesina et la grande visibilité internationale donnée aux travailleur·se·s migrant·e·s et salarié·e·s. Malgré les difficultés imposées par l'isolement physique entre les organisations et leurs membres en raison des restrictions liées à la Covid-19, le collectif a utilisé des plateformes virtuelles en avril et en mai pour discuter des actions nécessaires et prioritaires pour 2020 et a ensuite fait tout son possible pour porter la voix des migrant·e·s en difficulté aux quatre coins du monde. Deux appels internationaux ont été organisés entre le 26 avril et le 3 mai pour transformer les plans en actions.

Au tout début de la pandémie, en mars 2020, le monde a assisté à plusieurs manifestations de mouvements de paysan·ne·s et de migrant·e·s – de la Palestine à Porto Rico, à la frontière entre le Mexique et les États-Unis et à la jonction entre les peuples africains et européens que représente la Méditerranée – luttant pour leurs droits dans un contexte de crise aux proportions historiques. Quelques semaines plus tard, dans le cadre de la Journée internationale des travailleur·se·s (1er mai 2020), La Via Campesina International et sa région Amérique du Nord ont publié des déclarations percutantes sur le lien entre la lutte de la classe ouvrière et celle des paysan·ne·s, qu'ils travaillent dans les champs ou dans le système alimentaire, et mettant en exergue l'unité entre toutes



et tous comme clé de la pleine réalisation de leurs droits collectifs et individuels. À la mi-juin, La Via Campesina a diffusé un message vidéo de solidarité avec les migrant·e·s, mettant l'accent sur l'unité entre les peuples pour la pleine réalisation des droits de toutes et tous.

Dans le même temps, le mouvement paysan a réalisé d'autres supports audiovisuels importants sur les effets terribles de la Covid-19 sur ses membres, notamment sur les migrant·e·s.

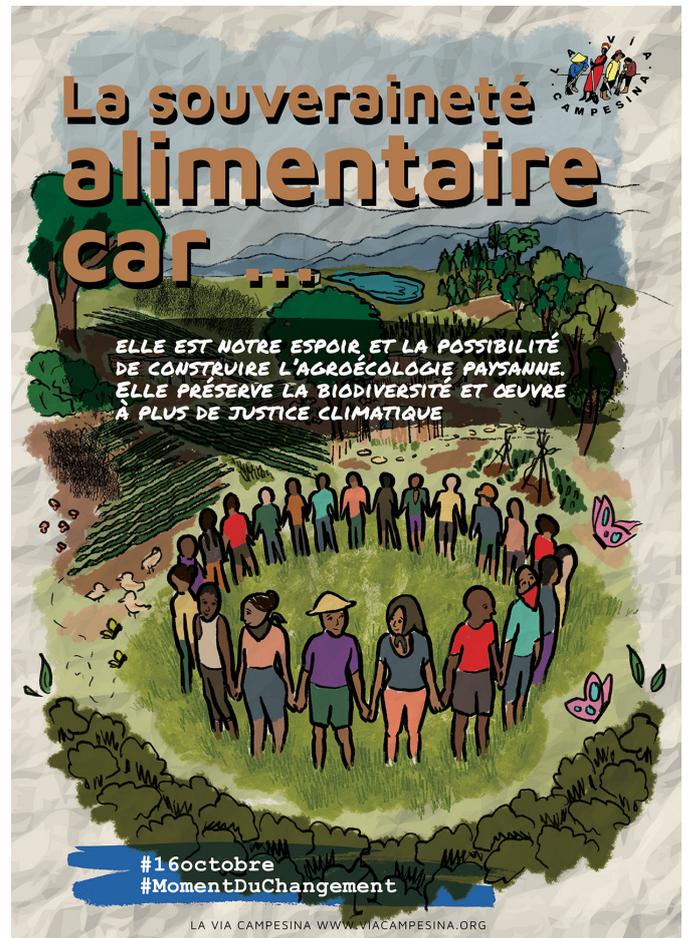
À la fin de l'année 2020, le collectif a proposé et obtenu le soutien de toute La Via Campesina pour rejoindre une nouvelle articulation mondiale vers un « Pacte mondial de solidarité pour les droits des migrant·e·s et des réfugié·e·s »,

une construction collective en convergence avec un mouvement allié, née, en partie, des conversations qui ont eu lieu au sein du mouvement paysan à Marrakech, au Maroc, en novembre 2018.

Agroécologie, semences et biodiversité

Le collectif Agroécologie, semences et biodiversité a vécu une année 2020 d'articulation et de visibilité accrue. En premier lieu, en raison de sa capacité à répondre – au niveau de la base et dans leurs territoires – aux multiples défis posés par les quarantaines imposées par les gouvernements nationaux en raison de la Covid-19. Ensuite, en participant activement aux moments d'articulation du collectif lui-même ainsi qu'aux Journées internationales d'action que La Via Campesina a préparé tout au long de l'année. Le collectif a fait entendre la voix et la cause de l'agroécologie paysanne dans la stratégie de communication du mouvement, dans les plénières virtuelles et dans les espaces de lobbying et de convergence organisés par le mouvement pour faire progresser la souveraineté alimentaire.

Le collectif a commencé l'année 2020 en organisant deux importantes réunions virtuelles. Plus tard dans l'année, une réunion conjointe avec le collectif Terre, eau et territoires a eu lieu. À ces trois occasions, les membres du collectif ont réaffirmé le rôle central des expériences agroécologiques – tant en termes de production alimentaire que de formation. Lors de la première réunion virtuelle du 14 avril, le collectif a partagé une série d'importantes expériences exemplaires d'organisation de l'agroécologie paysanne pour contrer les effets socio-économiques des quarantaines dues à la Covid-19. Face à une pandémie aux proportions historiques, de multiples organisations membres de La Via Campesina ont dynamisé leurs processus de production, de distribution et de consommation

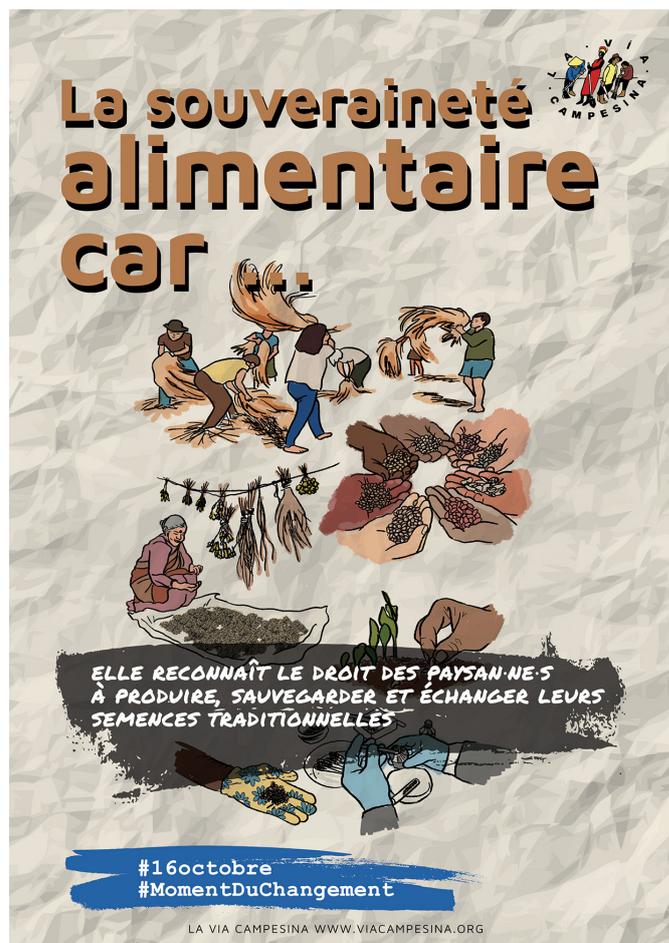


en donnant la priorité aux plus démunis et en renforçant le rôle de l'agroécologie paysanne dans la lutte contre la faim et pour la souveraineté alimentaire. Les membres se sont engagés en tant que collectif à accroître et approfondir le partage de telles expériences afin de renforcer mutuellement les efforts de chacun.

Un mois plus tard, le 12 mai, le collectif a tenu sa deuxième réunion virtuelle axée sur l'amélioration de la participation et du suivi de LVC dans les processus de lobbying internationaux tels que le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). La troisième et dernière réunion virtuelle de l'année s'est tenue le 29 octobre, avec le Collectif international de travail sur la terre, l'eau et les territoires pour mener une réflexion plus large sur les nombreuses possibilités qui existent – outre celles qui doivent être construites entre les collectifs de LVC – pour combiner les efforts et maximiser l'impact de La Via Campesina dans les espaces où les deux collectifs déploient leurs efforts politiques, de formation et de communication. La diffusion en décembre de la position politique de LVC sur le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (prévu pour septembre 2021) est un exemple important de l'articulation entre ces derniers et d'autres collectifs. En collaboration avec leurs alliés, les membres des deux collectifs ont également contribué à de nouvelles éditions du Bulletin Nyeleni¹ et à une réponse ouverte à la mainmise et à la cooptation par les entreprises d'institutions telles que la FAO qui a signé un accord avec l'entreprise d'agrobusiness CropLife en novembre.

Enfin, le collectif a progressé sur les engagements pris les années précédentes. Citons par exemple la traduction et la diffusion de supports de formation tels que la vidéo « Semer pour résister » sur les semences paysannes, les « Contenus COMMUNS sur les semences paysannes » – à paraître en avril 2021 – ou encore l'actualisation et l'internationalisation de l'École paysanne multimédia sur la méthode de formation de paysan à paysan. Ces efforts, comme beaucoup d'autres dans divers collectifs de La Via Campesina, font partie d'une nouvelle vague d'intégration qui a lieu au niveau des processus politiques, de formation et de communication du mouvement. Cela a permis de s'adapter efficacement au nouveau contexte dans lequel la communication et les réseaux sociaux jouent un rôle accru ainsi qu'au remplacement des réunions physique par des réunions en ligne.

La région Afrique australe et orientale (LVC SEAf) a promu activement l'agroécologie dans le contexte de la justice climatique. Deux délégué·e·s de la région LVC SEAf ont participé à un webinaire



international sur l'intensification de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie, organisé par la fondation Rosa Luxemburg République tchèque en novembre. Plusieurs membres de LVC SEAf ont organisé des sessions de formation nationales sur la justice climatique et l'agroécologie en Ouganda, en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo. Une formation de l'ESAFF Ouganda, au cours de laquelle des petits agriculteur·rice·s ont élaboré un appel à l'action demandant que l'attention se porte sur l'agroécologie et la justice climatique, a eu lieu en mars. En Afrique du Sud, la Campagne pour la souveraineté alimentaire et la réforme agraire (FSC) et le Mouvement des peuples sans terre (LPM) ont organisé une formation de trois jours sur la justice climatique et l'agroécologie en novembre.

La Ligue des paysan·ne·s kényans (KPL) a organisé une formation de deux jours avec 20 jeunes paysan·ne·s provenant de huit groupes afin de renforcer leur engagement sur les questions de justice climatique et d'agroécologie. La région a également aidé des membres à consolider leurs écoles d'agroécologie.

1 <https://viacampesina.org/fr/nyeleni-a-dix-ans-et-bien-des-choses-a-feter/>

En République démocratique du Congo, par exemple, cela a inclus la mise en place d'une cuisine/restaurant agroécologique ; en Tanzanie une salle de classe du Centre de formation MVIWATA a été rénovée afin d'être utilisée pour des activités d'apprentissage sur l'agroécologie et en Afrique du Sud, un jardin communautaire servant de centre d'expérimentation a vu le jour dans la province du Cap Occidental.

En Amérique du Nord, les délégué·e·s ont participé au cours avancé avec le People's Agroecology Process (PAEP) et l'Agroecology and Livelihoods Collaborative de l'Université du Vermont (ALC-UVM). Ce cours représente une étape majeure dans l'éducation politique autour de l'agroécologie en Amérique du Nord, menée par des dirigeant·e·s d'organisations noires, autochtones et de personnes de couleur.

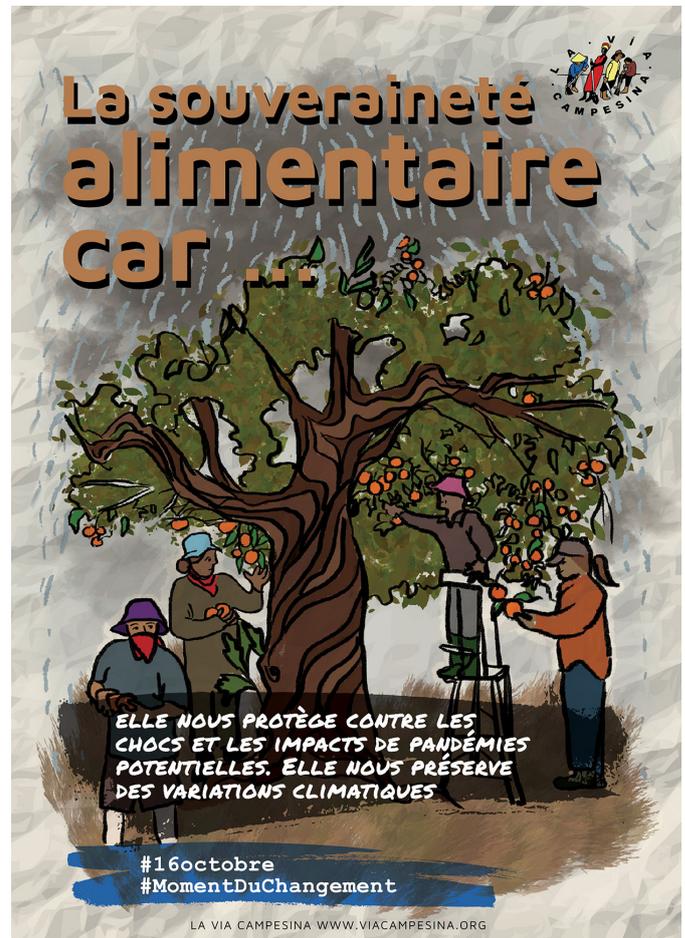
En novembre, ESAFF Ouganda a organisé la Semaine de célébration des semences (du 23 au 27) dans différentes régions d'Ouganda pour célébrer les contributions des paysan·ne·s à l'amélioration de l'accès aux semences et à leur contrôle pour les petits agriculteur·rice·s en Ouganda. Dans le cadre des célébrations, ESAFF Ouganda a lancé la banque de semences communautaire d'Orungo dans le district d'Orungo, dans la province d'Amuria, afin de contribuer à la souveraineté semencière des petits agriculteur·rice·s.

Justice climatique et environnementale

Après une Conférence COP25 sans précédent en décembre 2019 – d’abord annulée par un gouvernement répressif qui ne pouvait pas contenir son peuple (Chili) puis reprise par un autre qui avait pour priorité un possible gain électoral (Espagne) – le Collectif de travail international sur la justice climatique et environnementale a commencé l’année 2020 les yeux rivés sur la COP26 (Écosse) avec de fortes possibilités de mobilisation populaire en faveur de la justice climatique enracinée dans la souveraineté alimentaire. Mais l’arrivée de la Covid-19 nous a forcé·e·s à passer en ligne. En dialogue constant avec l’organisation membre de LVC au Royaume-Uni, la Landworkers Alliance (LWA), le collectif a participé activement à de nombreux processus tout au long de l’année de la pandémie en 2020.

Tout au long de l’année, les organisations membres de LVC actives dans le collectif ont développé des initiatives locales et nationales qui ont établi la norme internationale. En février, par exemple, l’un des membres canadiens de LVC, la National Farmers’ Union (NFU), a publié un rapport avisé² sur les liens directs entre la crise agricole et la crise climatique. En mai, LWA s’est mobilisée en ligne pour demander au Parlement d’inclure des protections pour les agriculteur·rice·s lorsque ceux-ci légifèrent sur l’agriculture.

En juin, plusieurs organisations membres de LVC sur le continent africain ont lancé une page Web (<http://www.africaclimatejustice.com/>) sur la justice climatique. LVC Afrique, avec ses allié·e·s, a également



publié une déclaration des organisations travaillant pour la justice climatique malgré la Covid-19. Dans la région de La Via Campesina Afrique australe et orientale (LVC SEAf), les organisations membres ont organisé des formations nationales sur la justice climatique (voir section 6.0).

En Europe, la Confédération paysanne (France) a continué à dénoncer le Traité de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada (accord économique et commercial global – CETA), notamment parce qu'il viole des principes fondamentaux de l'accord de Paris sur le climat. Le collectif Justice climatique et environnementale a participé à la réponse paysanne mondiale aux causes et aux effets de la Covid-19 en développant des analyses spécifiques des questions climatiques qui ont été intégrées à l'appel « La Via Campesina : nous semons les graines de la lutte et de la résistance, nous récoltons les droits ! Il est temps de transformer »³.

Plus tard dans l'année, dans le cadre de la Coalition COP26, le collectif et LWA ont joué un rôle majeur lors de la « Réunion mondiale » pré-COP de la Coalition qui s'est tenue en ligne du 12 au 16 novembre. Edgardo Garcia, membre de la Commission de coordination internationale (CCI) pour l'Amérique centrale, a participé à la séance d'ouverture tandis que d'autres participant.e.s de LVC ont évoqué, lors d'autres séances, la lutte paysanne en Indonésie, en France et au Royaume-Uni.

En novembre, La Via Campesina a également exprimé sa solidarité à l'égard des peuples de Mésio-Amérique suite à l'ouragan Eta. En décembre déjà, à l'occasion de la Journée mondiale pour la vie et contre l'utilisation de produits agricoles toxiques (3 décembre),

LVC a sorti un nouveau support audiovisuel⁴ élaboré avec des allié.e.s de la Fondation Heinrich Böll défendant l'urgence d'une transition agroécologique pour affronter et défaire l'agrobusiness. Une semaine plus tard, LVC était présente lors de l'ouverture du « Sommet mondial pour l'engagement »⁵ avec la participation de Jyoti Fernandes (LWA) et de Carlos Marentes (CCI pour l'Amérique du Nord) ainsi que d'autres membres de LVC de Palestine et de Porto Rico.

Enfin, le collectif a terminé l'année en contribuant à une nouvelle publication de nos alliés et à sa ratification (en consultation avec la CCI) sur les « marchés du carbone », dangereux et problématiques, dont les multinationales de l'agrobusiness continuent de faire la promotion en tant que énième fausse solution climatique. Cette publication stratégique, produite par Les Amis de la Terre International (ATI) et dont la parution est prévue dans les premiers mois de 2021, verra La Via Campesina se joindre à nouveau à de multiples mouvements alliés pour dénoncer ce qui sera probablement le thème principal de la COP26 (prévue pour novembre 2021).

3 <https://viacampesina.org/fr/nous-semons-la-lutte-et-les-resistances-et-cultivons-nos-droits-ilesttempsdetransformer/>

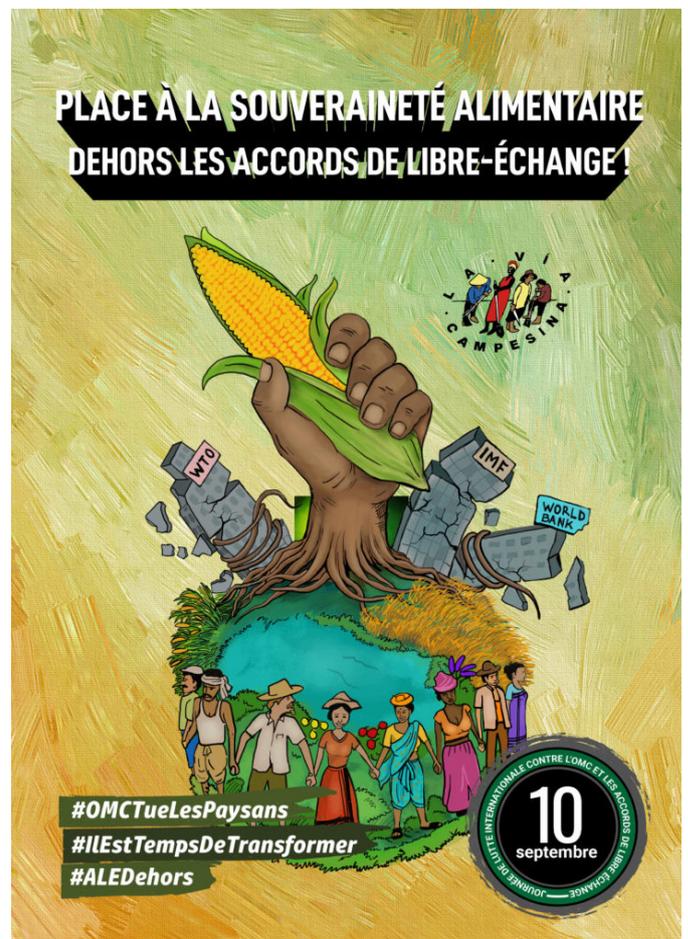
4 <https://viacampesina.org/fr/lagroecologie-paysanne-est-la-reponse-des-populations-a-la-destruction-causee-par-le-systeme-alimentaire-industriel/>

5 <https://50by40.org/>

Commerce

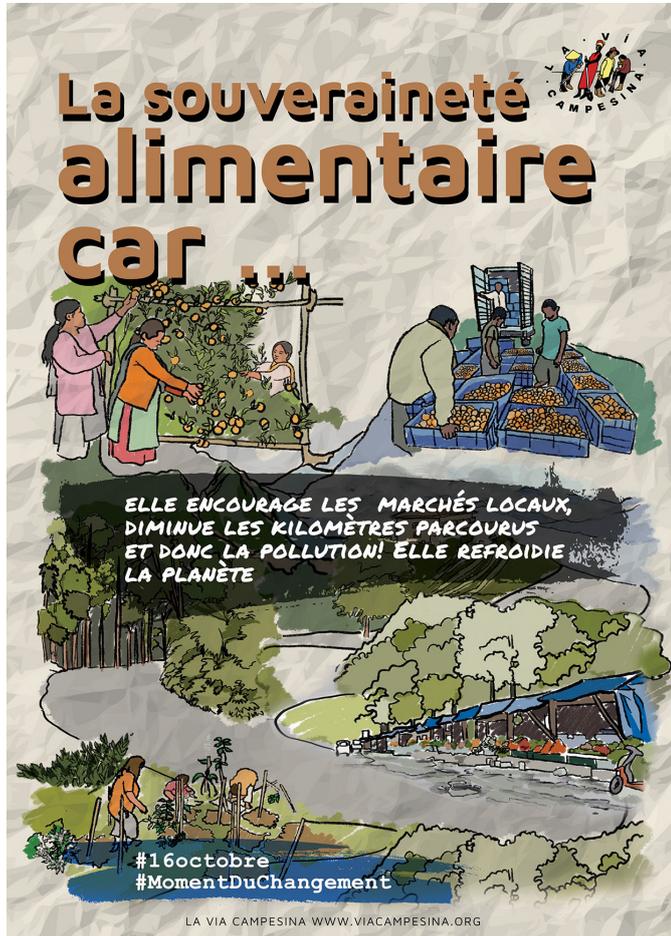
Le collectif Commerce a organisé une réunion en ligne le 12 août pour planifier et mobiliser en vue de l'action virtuelle du 10 septembre contre l'Organisation mondiale du commerce et les accords de libre-échange (ALE), à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale d'action contre l'OMC et les ALE. Un webinaire intitulé « Mondialiser la solidarité, localiser l'agriculture » a été organisé et suivi par plus de 200 participant·e·s des différentes régions de La Via Campesina. Les discussions ont porté sur la réponse du collectif à la réunion ministérielle de l'OMC prévue au Kazakhstan, les ALE en cours dans de nombreuses régions et pays, les actions et mobilisations qui pourraient être menées pour répondre aux situations actuelles, etc. Les participant·e·s ont affirmé dans leurs discussions que la souveraineté alimentaire et le droit à une alimentation adéquate ne pouvaient émerger que de l'agriculture familiale et de l'agriculture paysanne utilisant des moyens agroécologiques.

La Via Campesina a participé aux consultations pour le rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation et au commerce et a fourni des contributions importantes sur les conséquences des accords commerciaux sur l'agriculture et les systèmes alimentaires. Le rapport du Rapporteur spécial soulignait que les politiques de l'OMC avaient marginalisé les droits humains des populations et recommandait dans sa conclusion de « supprimer petit à petit l'accord de l'OMC sur l'agriculture ».



En septembre, les agriculteur·rice·s familiaux européen·ne·s de 43 organisations d'agriculteur·rice·s dans 14 pays ont publié une déclaration commune appelant leurs gouvernements à rejeter l'accord UE-Mercosur et à mettre en place une politique commerciale qui garantisse des prix équitables couvrant les coûts,

qui protège l'environnement et qui respecte les droits humains. L'ALE UE-Mercosur va accroître le commerce international de produits agricoles et la concurrence entre les producteurs et pousser davantage de



paysan·ne·s à quitter l'agriculture tout en favorisant une agriculture industrielle à grande échelle orientée vers l'exportation, au détriment de la biodiversité, de la justice climatique et des emplois agricoles de qualité. Certains pays, tels que l'Allemagne, proposent des petites modifications superficielles pour accommoder les pays qui émettent des réserves et les pousser à ratifier l'accord.

En Belgique, les mouvements paysans et leurs alliés se sont également mobilisés contre l'accord de libre-échange UE-Mercosur et les propositions de réforme de la Politique agricole commune de l'UE en déposant des bottes en caoutchouc devant la Commission européenne. Plus de 200 paires de bottes, chacune représentant les agriculteur·rice·s qui, trop découragé·e·s, ont quitté ou abandonné l'agriculture en Belgique.

Chaque semaine, en moyenne dix-huit exploitations agricoles en Europe ferment leurs portes et abandonnent l'agriculture.

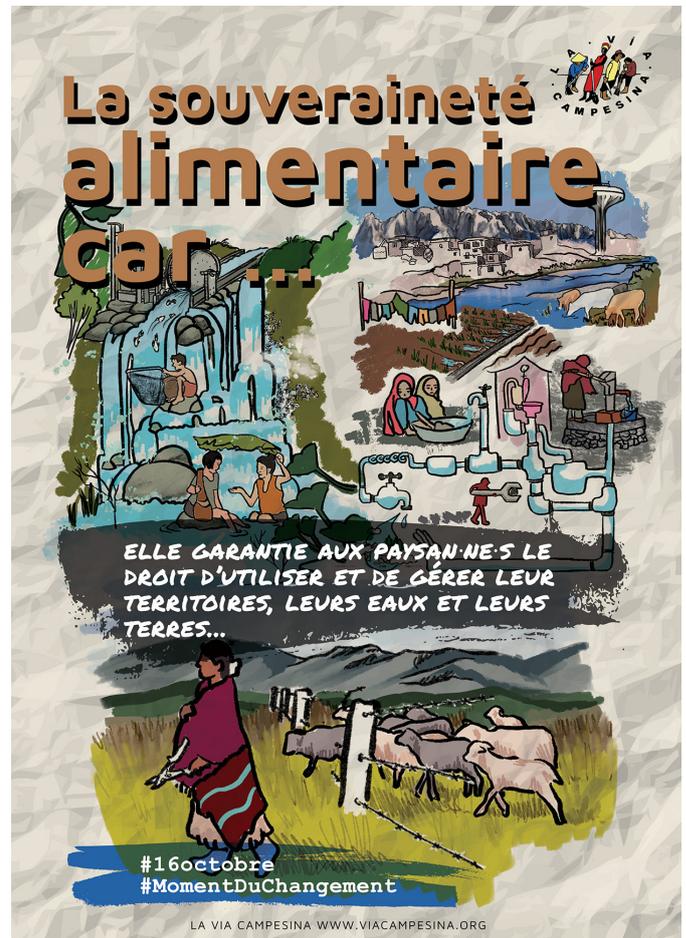
En France, la Confédération paysanne, Greenpeace et Attac ont demandé au gouvernement de suspendre l'accord de libre-échange UE-Canada (CETA). Des militant·e·s de ces organisations ont recouvert les bureaux des député·e·s qui avaient approuvé le traité commercial d'affiches portant le slogan « Hypocrite du climat ». Dans tout le pays, des groupes locaux se sont mobilisés pour demander aux sénateurs de contester le CETA et aux député·e·s de revoir leur copie. Au Royaume-Uni, la Landworkers' Alliance a lancé une campagne appelant les député·e·s à soutenir deux amendements au projet de loi sur l'agriculture afin de garantir une alimentation de qualité et une rémunération équitable aux agriculteur·rice·s, et de s'engager en faveur d'un approvisionnement alimentaire du Royaume-Uni respectueux de l'environnement.

En Asie et dans le Pacifique, des pays tels que le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Australie mettent tout en œuvre pour convaincre l'Inde de revenir à la table des négociations et de réintégrer le Partenariat régional économique global (RCEP). Cette dernière s'est retirée du RCEP en novembre 2019 après une immense pression de la part des agriculteur·rice·s. L'Inde envisage de conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis. Ce projet d'accord de libre-échange pourrait, d'après les agriculteur·rice·s, affecter le marché laitier du pays.

Terre, eau et territoires

Quinze ans se sont écoulés depuis la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (qui s'est tenue à Porto Alegre du 7 au 10 mars 2006), au cours de laquelle les États membres se sont accordés à reconnaître « *le rôle essentiel de la réforme agraire et du développement durable, qui comprend, entre autres, la réalisation des droits humains, la sécurité alimentaire, l'éradication de la pauvreté et le renforcement de la justice sociale, sur la base de l'État de droit démocratique* ». Peu de progrès ont été réalisés dans le sens de la mise en œuvre de la réforme agraire dans la plupart des pays. Le nombre de personnes souffrant de la faim et du manque de justice sociale continue d'augmenter dans le monde. La pandémie de la Covid-19 n'a fait qu'aggraver la crise agraire.

C'est dans ce contexte que le collectif Terre, eau et territoires de La Via Campesina a planifié et utilisé toutes les possibilités virtuelles pour faire pression en faveur de la mise en œuvre d'une Réforme agraire globale en utilisant la Déclaration des droits des paysan·ne·s. Le collectif a profité du lancement de Propositions d'urgence pour la réforme agraire dans certains pays tels que le Brésil et le Paraguay, respectivement les 5 et 15 juin, pour faire campagne en faveur de la réforme agraire en utilisant divers supports de communication (vidéos, publications, etc.). Le 5 juin, Journée mondiale de l'environnement, le collectif a diffusé un plan d'urgence pour une réforme agraire populaire. Une session d'étude et de



partage de connaissances sur la Réforme agraire a été organisée avec le collectif Formation et plus de 150 participant·e·s y ont assisté.

Plusieurs réunions thématiques virtuelles ont été organisées par le collectif, certaines conjointes avec

d'autres collectifs. Le 29 octobre, un appel conjoint des collectifs Terre, eau et territoires et Agroécologie et semences a eu lieu. Au niveau international, le collectif a renouvelé sa coordination du Groupe de travail du CIP sur la Terre, l'eau et les territoires.

La Via Campesina a participé au webinaire sur « La campagne mondiale pour exiger la justice climatique » organisé en novembre par le Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement.

Le mouvement a contribué aux discussions sur les approches légitimes, inclusives et équitables de l'alimentation, de la terre et de l'eau dans le contexte du changement climatique et vers la réalisation de la justice climatique.

Campagne en faveur d'un Traité contraignant pour démanteler le pouvoir des multinationales

Le sixième cycle de négociations du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée de l'ONU, mandaté pour élaborer un instrument juridiquement contraignant sur « les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits humains », a eu lieu à Genève du 26 au 30 octobre 2020. La Via Campesina s'est exprimée lors de la session du 26 octobre, mettant en garde sur le fait que la deuxième ébauche ne reflétait pas l'objectif du mandat créé par la résolution 26/9 et s'éloigne donc de la voie de l'élaboration d'un traité robuste, ambitieux et efficace.

Le projet actuel ne semble plus axé sur les multinationales mais ressemble plutôt à un instrument général qui énonce les obligations des États concernant les entreprises. Par conséquent, la deuxième ébauche ne s'intéresse plus au cœur du problème, à savoir l'impunité des multinationales tout au long de leurs chaînes de valeur mondiales rendue possible par l'architecture transnationale complexe qui permet à ces entités d'échapper à tout contrôle démocratique et juridique. Les mécanismes prévus dans le projet actuel sont insuffisants ; ils ne parviendront guère à remédier aux asymétries de pouvoir et ils priveront de justice les personnes concernées.

Le 21 octobre et le 7 décembre 2020, des réunions virtuelles ont été organisées avec l'équipe travaillant sur les négociations du Traité contraignant dans le cadre de la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité.



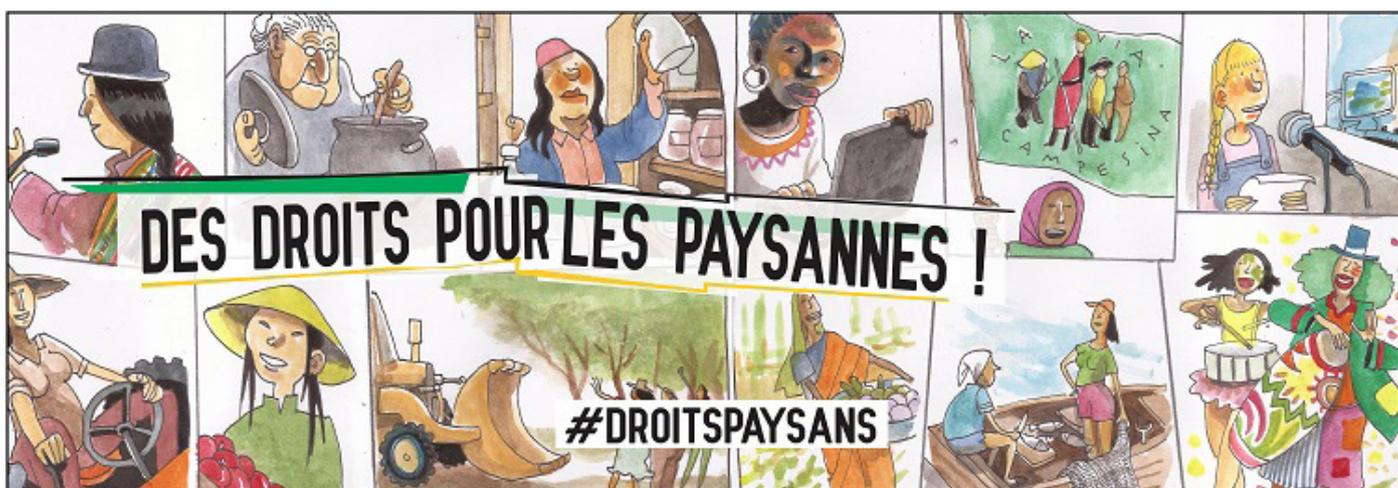
Les membres du collectif ont fait trois propositions pour la Campagne. La première est de préparer un manuel populaire sur la proposition de Traité contraignant pour sensibiliser nos membres et servir de support de formation. La deuxième est de cartographier les violations des droits humains par les multinationales

dans les régions. Et la troisième est de créer de solides mécanismes de réponse solidaire pour celles et ceux qui sont criminalisé·e·s et persécuté·e·s pour leur combat contre l'accaparement des terres par les multinationales.

En Afrique australe et orientale, la lutte pour le démantèlement du pouvoir des multinationales et la réappropriation de la souveraineté des peuples était l'un des thèmes du Sommet des peuples d'Afrique australe de 2020, qui s'est tenu en août.

Une série de webinaires intitulée « Non au pouvoir des multinationales, oui au droit de dire non ! » a été organisée durant le Sommet et LVC SEAf, membre du groupe de référence de la Campagne d'Afrique australe sur les STN, a participé au Sommet pour faire entendre les voix des paysan·ne·s contre l'impunité des multinationales.

L'articulation des femmes



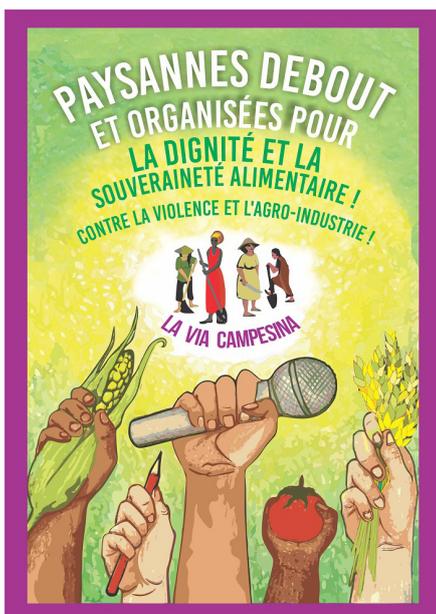
La pandémie a posé d'énormes difficultés aux femmes en termes de participation à plusieurs réunions virtuelles organisées par l'articulation (tableau 11.1). Cela a affecté la continuité de certaines activités prévues par l'articulation des femmes en 2020. De nombreuses régions ont eu beaucoup de mal à poursuivre l'organisation des processus régionaux de leurs articulations. L'accès limité à Internet a entravé la communication et a rendu difficile l'organisation de processus virtuels et la participation des femmes à des formations tant dans leur articulation que dans les autres collectifs.

Tableau 11.1 Sélection de réunions virtuelles

Date	Sujets	Nombre de partici-pantes
28 février	Organiser le positionnement de LVC pour le 8 mars	12
19 mai	Dialogue sur notre réalité actuelle et recherche de formes d'action virtuelles Comment faire face à la violence en période de distanciation sociale ? Comment activer les mécanismes de protection ? Quels instruments visuels et virtuels pouvons-nous créer contre la violence et pour la souveraineté ali-mentaire dans le cadre de notre Campagne ?	50
25 novembre	Stop à la violence contre les femmes – webinaire	13

L'articulation avait prévu d'organiser sa première école de formation de 8 jours pour les femmes leaders en octobre au Brésil. Cette formation a été suspendue en raison de la Covid-19 et n'a pas pu se tenir en ligne car de nombreuses participantes n'avaient pas accès à Internet et une autre méthodologie appropriée ne semblait pas possible.

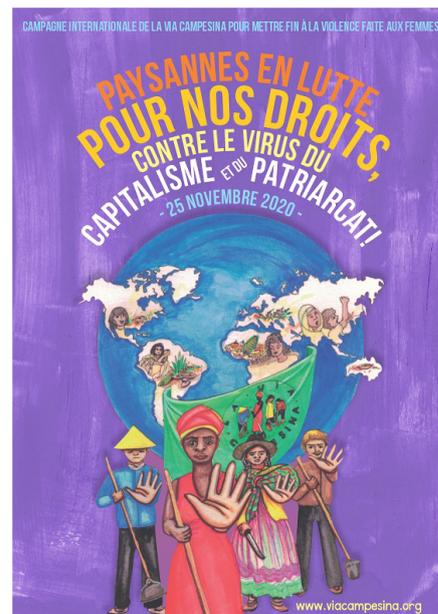
Malgré les difficultés susmentionnées, l'articulation des femmes a réussi à s'organiser et à se mobiliser durant les deux journées mondiales d'action importantes, le 8 mars – Journée internationale des droits des femmes, et le 25 novembre – Journée internationale contre les violences faites aux femmes. Le 8 mars, La Via Campesina a lancé un appel aux femmes pour qu'elles se mobilisent et a sorti une bande dessinée intitulée « Les femmes paysannes et rurales détentrices de droits » afin d'amplifier les voix et les demandes des paysannes dans le monde entier. Au Japon et en Thaïlande, les femmes de Nouminren et de l'Assemblée des pauvres ont organisé des actions de rue pour réclamer la dignité et l'égalité entre les sexes et la fin des violences et du harcèlement envers les femmes. Les femmes de Nouminren ont également demandé au gouvernement japonais de ne pas réformer la Loi sur les semences et les semis dans le sens de l'interdiction de la multiplication des semences par les agriculteur-riche-s.



Plus de 150 participantes ont assisté au webinaire du 25 novembre. Dans leurs réflexions, les femmes ont dénoncé le patriarcat et attiré l'attention sur les expulsions violentes, les persécutions et les meurtres de femmes dans leurs territoires,

souvent perpétrés pour favoriser l'expansion de l'agrobusiness et des industries extractives. Le slogan « *Paysannes en lutte pour nos droits et contre le virus*

du capital et du patriarcat » a résonné dans toutes les interventions des participantes au webinaire. Ce fut l'occasion de rappeler les effets néfastes du système alimentaire industriel sur la santé et le bien-être des familles rurales. Les gouvernements ont été appelés à défendre la souveraineté alimentaire de leurs communautés, comme moyen de créer des racines plus fortes pour nos sociétés. Les participantes ont



également insisté pour que les gouvernements respectent l'article 4 de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales qui garantit l'égalité et la justice sociale pour les femmes.

L'articulation a réalisé des entretiens avec les femmes pour mieux comprendre la dynamique de la construction du féminisme rural et populaire. Elle a également rédigé une brochure pour appuyer les sessions de formation dans les régions.

Les articulations régionales de femmes ont également été actives tout au long de l'année, organisant plusieurs réunions et formations. Par exemple, dans la région Afrique australe et orientale, les formations au féminisme paysan au niveau national ont eu lieu en Tanzanie et en Ouganda, respectivement en mars et en novembre. Alors que la région avait prévu d'organiser trois formations, la dernière a été annulée en raison de l'épidémie de la Covid-19. Ces sessions de formation avaient pour but de rassembler les paysannes au niveau national pour discuter et débattre du concept de féminisme dans le contexte régional afin qu'elles contribuent au débat international.

L'articulation des jeunes

Le travail de l'articulation des jeunes de LVC s'est déroulé principalement lors de réunions en ligne, à l'exception de la Réunion des jeunes de LVC Asie qui a eu lieu en face-à-face (voir encadré 12.1) au Sri Lanka, au début de l'année. En raison de la pandémie, la plupart des réunions physiques de l'articulation des jeunes prévues aux niveaux régional et national ont été annulées. Certaines formations ont toutefois eu lieu en ligne. En raison de la charge de travail aux niveaux régional et national dans le contexte de la pandémie, il a été difficile d'identifier les dates pour organiser une réunion de l'articulation des jeunes. Le renforcement des articulations régionales des jeunes a été une priorité tout au long de l'année. En Afrique australe et orientale, les jeunes paysan·ne·s de ZIMSOFF et de la Ligue des paysan·ne·s kényans ont créé une plateforme WhatsApp pour surmonter les difficultés de connexion à Internet auxquelles sont confrontés la plupart des jeunes de la région afin de poursuivre les échanges d'idées sur la manière de renforcer leur autonomie en tant que jeunes au sein de leurs communautés et de leurs organisations.

POUR LA VIE, NON POUR LE PROFIT



Encadré 12.1 – Première assemblée continentale asiatique des jeunes de La Via Campesina

La Via Campesina Asie du Sud-est et Asie de l'Est ainsi que la région Asie du Sud ont organisé la Première assemblée continentale asiatique des jeunes de La Via Campesina au Sri Lanka du 11 au 14 janvier 2020, animée et accueillie par l'organisation membre de LVC Mouvement pour des réformes foncières et agraires (MONLAR). Plus de 60 paysan·ne·s ont participé à l'Assemblée dont les jeunes de 6 organisations de base de la région ASEE – Serikat Petani Indonesia, la Ligue des paysan·ne·s coréens, l'Association des paysannes coréennes, Paragos Philippines, l'Assemblée des pauvres et la Fédération des paysan·ne·s du Nord en Thaïlande. Pendant les quatre jours qu'a duré l'Assemblée, les jeunes militant·e·s ont assisté à des conférences, des présentations, des ateliers et des visites de terrain. Ils ont appris à connaître l'économie politique capitaliste qui entoure les jeunes paysan·ne·s dans le monde, ainsi que notre puissant outil pour tenir tête au pouvoir dominant – la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales – et notre manière différente de pratiquer l'agriculture – l'agroécologie paysanne. L'Assemblée des jeunes s'est conclue par une déclaration commune rédigée par les participant·e·s exprimant leur volonté de renforcer l'internationalisme et la solidarité pour la souveraineté alimentaire. À la suite de la réunion en face-à-face, les jeunes sur le continent asiatique se sont réunis régulièrement lors d'appels sur Zoom – le 15 mai, le 19 juin, le 17 juillet et le 14 août – pour partager leurs difficultés et construire des solutions alternatives lors des pandémies.

En Amérique du Nord, l'articulation des jeunes a terminé avec succès un roulement de coordination après la tenue de sa puissante rencontre régionale au Nouveau-Brunswick, au Canada, le 19 novembre 2019. Cette Rencontre s'est avérée être un espace crucial pour que l'articulation des jeunes puisse étendre et consolider ses processus grâce à un format d'éducation populaire qui a permis aux jeunes de se former sur des sujets tels que l'agroécologie, la justice climatique, le féminisme paysan populaire et la réforme foncière. Cet espace a également permis la rotation du leadership et la participation à des espaces internationaux (tels que les processus de Rome et les discussions sur la mise en œuvre de la Déclaration) ainsi que le développement d'une relation étroite avec les nations autochtones de Turtle Island (Amérique du Nord) et d'autres espaces de mouvement tels que le processus d'agroécologie populaire, produisant un processus d'articulation des jeunes plus dynamique et régional en 2020. En Asie, nous avons assisté à une augmentation de la participation des jeunes d'Asie. Là encore, les jeunes leaders ont participé activement à la plupart des événements virtuels organisés au cours de l'année. Par exemple, le 25 novembre, l'articulation des jeunes a organisé la *mistica* durant le webinaire pour dénoncer la violence contre les femmes ; et le 17 décembre, les jeunes leaders ont participé à la modération et aux discussions du webinaire sur la Déclaration des droits des paysan·ne·s (UNDROP).

L'articulation des jeunes a organisé une réunion virtuelle le 14 avril pour planifier et préparer des actions du 17 avril, Journée internationale des luttes paysannes. Ils ont organisé de nombreuses actions lors de cette journée, en accord avec la campagne #Restezàlamaisonmaispasensilence (Encadré 12.2) Voici quelques-unes de ces actions :

Encadré : 12.2

- En Europe, les jeunes d'ECVC, se sont associés aux activistes participant aux grèves pour le climat et au mouvement suisse « Agriculture du futur » pour envoyer une lettre au ministère suisse de l'Agriculture. Cette action s'inscrivait dans un réseau de solidarité entre agriculteurs et consommateurs.
- En Asie, des actions virtuelles ont été entreprises, telles que des vidéos, des blogs, la traduction de déclarations dans des langues nationales ; la projection d'une vidéo de LVC dans de nombreuses langues dont le bahasa ; une campagne et des cours en ligne ; des cercles d'étude en ligne.
- En Amérique du Nord : activités de plaidoyer en faveur des migrant·e·s et des travailleur·se·s agricoles.
- En Afrique australe et orientale, les jeunes ont organisé des séminaires en ligne et, lorsque la situation le permettait, des distributions de nourriture aux nécessiteux.

Un webinaire international a été organisé le 20 octobre par les jeunes du SPI sur le thème « La lutte des jeunes pour la souveraineté alimentaire – Sans paysan·ne·s, pas de nourriture ! Sans jeunes, pas de changement ! ». Dix-huit jeunes de la plupart des régions de La Via Campesina ont participé au webinaire (avec de l'interprétation en bahasa, en thaï et en anglais). Comme le reste du mouvement, les jeunes ont contribué à la diffusion de la campagne de LVC #IIEstTempsDeTransformer et des initiatives du 16 octobre. Lors de réunions en ligne, l'articulation des jeunes a réfléchi à l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les jeunes et aux réponses et activités régionales des jeunes dans le contexte de la pandémie. Parmi les questions abordées, citons : la situation des marchés paysans, les travailleur·se·s et les migrant·e·s, la hausse des violences domestiques dans de nombreuses régions durant les restrictions dues à la pandémie de la Covid et la manière d'accroître la participation des jeunes de LVC. Dans les processus internationaux, une équipe de jeunes leaders de différentes régions s'est également impliquée dans le Groupe de travail du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC). Ils ont contribué à la version zéro du rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur « la promotion de la participation et de l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires ». ⁶ Les jeunes ont également discuté et réfléchi à l'implication de LVC dans le processus du CSA sur la promotion de l'emploi et de la participation des jeunes dans les systèmes alimentaires (2020–2023) et l'initiative du Conseil de la jeunesse à Rome. De manière générale, l'articulation des jeunes est convenue de combattre la mainmise des entreprises sur les espaces de gouvernance mondiale à Rome par la création du Conseil de la Jeunesse. Il a été proposé de créer un « groupe de travail » pour continuer à discuter de ces questions.

Formation : Mondialiser la lutte et l'espoir par l'apprentissage et la formation

La pandémie a accéléré le processus de formation dans le mouvement paysan. Le collectif a planifié et organisé quatre sessions d'étude virtuelles, trois plénières virtuelles pour faire progresser le processus de formation au niveau international ainsi que des collectifs thématiques et l'articulation des femmes (Tableau 13.1).

Les sessions d'étude virtuelles se sont concentrées sur divers sujets et leur objectif était d'approfondir la compréhension qu'a le mouvement de la paysannerie d'aujourd'hui ainsi que des formes et des mécanismes actuels de la domination impérialiste du monde. Cette compréhension est importante pour façonner et construire les stratégies et les tactiques du mouvement afin de faire avancer la cause de la souveraineté alimentaire.



Tableau 13.1 Études organisées par le Collectif de formation

Date	Sujets d'étude	Nb de participants
Sessions d'étude		
21 juillet	La question agraire, la terre, l'eau et les biens naturels en litige dans le monde, avec intervenants - Silvia Ribeiro - Groupe ETC	118
13 août	L'état actuel de la réforme agraire en tant que projet stratégique de la classe travailleuse - Intervenants - Joao Pedro Stedile (Brésil)	109
25 août	Nouvelles stratégies de la domination de l'impérialisme, avec intervenants - Vijail Prashad (Tricontinental Nepal) et Dr Amira Silmi (Palestine)	123
15 septembre	Géopolitique et résistance des peuples, avec intervenants - Pramesh (Népal), Eduardo Vilorio Daboin (Venezuela) et un message de Rilma Roman (Cuba)	94
Plénières		
16 octobre	La lutte pour la souveraineté alimentaire - Construction historique et fonctions actuelles de La Via Campesina	209
25 novembre	Violence structurelle contre les femmes	150
17 décembre	Session d'étude commémorant la proclamation de la Déclaration des droits des paysans	180

Les plénières ont été des espaces organiques de réflexion interne, de partage d'informations, de renforcement de la solidarité et de poursuite de la dynamique de mobilisation politique et organisationnelle pour la construction de la souveraineté alimentaire. Le collectif de formation élabore actuellement la méthodologie pour mener des formations au sein du mouvement. En outre, une vidéo basée sur des entretiens réalisés lors de la Conférence intermédiaire de 2019 sur la façon dont les paysan·ne·s comprennent et définissent la formation est en cours de finalisation et sera diffusée en 2021.

Certaines régions de La Via Campesina ont également organisé et ont participé à des activités de formation sur l'agroécologie et la justice climatique (LVC Afrique australe et orientale et Amérique du Nord – voir section 6.0). En Amérique du Nord, au mois de mars, des délégué·e·s ont participé au Cours national d'éducation

politique de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire aux États-Unis. Ce cours d'une semaine a eu lieu juste avant que les effets de la pandémie se fassent sentir dans toute l'Amérique du Nord et ont vu la participation d'un délégué du Canada (Union paysanne) et d'un délégué du Mexique (UNORCA) ainsi que de 12 personnes issues de cinq organisations membres de La Via Campesina aux États-Unis. Les organisations de LVC ont tenu des réunions de caucus durant le cours, ce qui a permis aux personnes d'apprendre à mieux se connaître et d'établir des relations pour soutenir les processus régionaux.

En Amérique du Sud, diverses formations ont été organisées sur (1) la question agraire, (2) la communication populaire et (3) les formes et les mécanismes de la domination de l'impérialisme en Amérique latine. Chaque sujet a été traité en sessions (Encadré 13.1)

Encadré 13.1 – Activités de formation en Amérique du Sud

Sessions d'étude sur la question agraire du 6 au 21 août

- 1^{ère} session : La question agraire, la terre et les biens de la nature : les projets en litige
- 2^e session : L'actualité de la Réforme agraire en tant que projet stratégique – missions et défis

Sessions d'étude sur l'impérialisme les 3, 16 et 24 septembre

- 1^{ère} session : Les stratégies historiques de domination de l'impérialisme en Amérique latine.
- 2^e session : Les nouvelles stratégies et doctrines de domination de l'impérialisme en Amérique latine
- 3^e session : Géopolitique et résistance des peuples contre l'impérialisme, scénario et perspectives post-pandémie

Sessions d'étude sur la communication les 15, 22 et 29 octobre

- 1^{ère} session : Communication et géopolitique
- 2^e session : Communication populaire, semences de la communauté pour le bien-vivre
- 3^e session : Communication et défis dans les organisations de la CLOC-LVC

Entre 110 et 158 militant·e·s de la région Amérique du Sud ont participé à ces sessions de formation, ainsi qu'environ 10 invité·e·s continentaux.

Fonctionnement interne et année d'adaptation aux nouvelles façons de travailler

Le principal défi à relever pour LVC en 2020 a sans aucun doute été de savoir comment fonctionner en tant que mouvement mondial dans le contexte de la pandémie planétaire. Les réunions en face-à-face n'étaient pas possibles et la principale préoccupation des organisations membres a été de composer avec la situation dans leurs pays et leurs communautés. La question s'est particulièrement posée dans les pays dotés d'un système de santé publique faible, avec des gouvernements qui ont nié la gravité de la pandémie, d'autres qui ont imposé des mesures de confinement brutales ou utilisé le contexte de la pandémie pour renforcer leurs politiques autoritaires et répressives.

LVC est passée en l'espace d'un ou deux mois à un mode de fonctionnement virtuel, avec l'organisation de réunions régulières de la Commission de coordination internationale (CCI), afin de pouvoir continuer à prendre des décisions clés, et de plénières pour les membres avec jusqu'à 200 participant·e·s pour rester connectés et conserver l'esprit du mouvement. L'équipe du personnel de soutien a dû se réorganiser et des mécanismes ont été créés pour permettre la tenue de réunions virtuelles avec de l'interprétation jusqu'à neuf langues différentes. Nous pensons que ce passage réussi nous a donné une méthode de travail supplémentaire dont nous pourrions encore avoir besoin en 2021 et qui demeurera en partie une fois que la pandémie sera contrôlée et que les réunions internationales présentiels seront à nouveau possibles. Elles subsisteront en partie car elles permettent d'accroître le partage d'informations,

la consultation et la prise de décisions en temps utile tout en sachant que les réunions en face-à-face resteront essentielles et nécessaires pour un fonctionnement efficace et à part entière du mouvement. Les échanges approfondis en personne sur les nombreuses questions complexes que nous devons traiter dans un mouvement aussi large et divers que LVC ne pourront jamais être remplacés par les seules réunions virtuelles.

La communication a aussi représenté un autre changement important. Dans ce contexte virtuel, la stratégie de communication est devenue plus centrale en tant que possibilité de toucher les gens, de « rester chez nous mais pas en silence », et de mobiliser sur notre programme. La pandémie nous a fait entrer dans une période où l'on comprend davantage l'importance de la production alimentaire locale et la nécessité de politiques de santé publique. Avec la nécessité d'agir rapidement dans le cadre de la crise sanitaire qui continue de s'aggraver, les possibilités d'un changement plus profond émergent et il est primordial qu'un mouvement comme LVC reste présent aux yeux du public et dans l'opinion publique pour mobiliser en faveur de changements qui vont dans le bon sens ! Nous avons adapté notre stratégie de communication, réorienté nos ressources vers les actions de communication et intensifié notre présence sur les réseaux sociaux.

Dans le cadre de notre fonctionnement interne, nous avons donné plus d'espace à l'analyse collective et à

la formation par le biais de sessions régulières en ligne afin d'accroître notre capacité à comprendre l'impact de la pandémie dans le contexte actuel et pour y faire face plus efficacement. Nous avons poursuivi notre processus de formation lié à la Déclaration, au Féminisme paysan populaire et la participation des jeunes et des femmes est demeurée une priorité dans ce contexte virtuel. Le fait que les réunions virtuelles ne nécessitent qu'un accès à Internet et ne requièrent pas de ressources financières aussi importantes ni de voyager loin de chez soi a peut-être même amélioré la participation des jeunes et des femmes dans certains espaces pléniels virtuels.

LVC a continué à préparer la transition de son Secrétariat opérationnel international (SOI) qui quittera Harare (Zimbabwe) pour Paris (France) en 2021, ouvrant la porte à de nouvelles possibilités pour le mouvement. LVC a également continué à consacrer du temps à sa stratégie visant à accroître son autonomie financière et à améliorer ses processus internes, ce qui a permis de renforcer davantage le mouvement.

Remarques finales

A lors que la turbulente année 2020 touchait à sa fin, beaucoup espéraient que 2021 serait une meilleure année. La recrudescence de nouvelles infections dans la plupart des pays d'Europe et des Amériques au début de l'année 2021 ne montre pas de retour à la « normalité » de l'époque pré-Covid. Des mesures urgentes sont nécessaires, de la base jusqu'au niveau des États, pour transformer et reconstruire les centaines de millions de vies de personnes poussées à la famine et à la pauvreté par la pandémie de la Covid. Ainsi, en novembre, la direction politique de La Via Campesina, la Commission de coordination internationale (CCI), a fixé les priorités principales pour maintenir l'union de nos luttes en tant que paysan·ne·s en renforçant nos processus de formation et d'apprentissage et notre solidarité.

Regarder vers l'avenir

Malgré les difficultés de l'année 2020, celle-ci a permis à La Via Campesina de réfléchir aux défis à relever et à la manière dont le mouvement pourrait faire face et maintenir les luttes et l'espoir des paysan·ne·s vivant dans différents contextes. La CCI a commencé à discuter des priorités pour 2021 au mois de novembre. Ci-dessous, un résumé des priorités :

- L'année 2021 marque le 25^e anniversaire de notre lutte pour la souveraineté alimentaire, un concept et une vision politiques inventés par La Via Campesina et présentés publiquement au monde lors du Sommet mondial de l'alimentation à Rome en 1996. Au cours des 25 dernières années, le mouvement

pour la souveraineté alimentaire s'est considérablement développé et il nous faut le rendre plus visible, en mettant en avant la souveraineté alimentaire comme une solution systémique durant toute l'année 2021 lors de nos mobilisations contre l'OMC et les ALE, pour la réforme agraire, pour la justice climatique et lors de toutes les autres mobilisations à venir. La souveraineté alimentaire doit également faire partie de toutes nos campagnes, nos sessions de formation, nos demandes politiques, nos stratégies, etc.

- La réalisation des droits des paysan·ne·s et de ceux des travailleur·se·s migrant·e·s et saisonnier·e·s par la promotion de la Déclaration demeure également une priorité pour le mouvement paysan. En 2021, nous élaborerons des contenus populaires accessibles à toutes nos communautés pour promouvoir la Déclaration (en proposant notamment des formations aux communautés, en travaillant avec nos alliés, etc.) et en travaillant aux niveaux national et local. Avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement bolivien qui soutient cette initiative, nous pensons que la pression internationale en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration va se renforcer et prendre à nouveau de l'ampleur.
- En 2021 nous continuerons à lutter contre la criminalisation et la répression des leaders paysans. Nous explorerons différentes idées pour créer nos propres espaces de soutien

solidaires tout en renforçant les réseaux de solidarité avec d'autres mouvements sociaux et des ONG alliées.

- Le collectif de formation travaillera à l'amélioration des méthodologies de nos sessions virtuelles pour 2021. Nous offrirons davantage de formations techniques à nos membres sur l'utilisation efficace des espaces virtuels et des technologies de communication et l'atténuation des craintes relatives à la vie privée et à la sécurité numérique. Nous espérons accroître la formation politique de nos jeunes et de nos dirigeant•e•s afin de contrer les scénarios défavorables, tels que celui que nous traversons actuellement.
- Concernant la communication, nous souhaitons renforcer le collectif de communication, élaborer de nouveaux outils de communication et renforcer les capacités de communication régionales. En raison de l'utilisation accrue des plateformes virtuelles dans le mouvement, nous avons l'intention de consacrer une attention particulière au développement des capacités de traduction et d'interprétation dans les régions afin de garantir une participation large et inclusive à nos débats. Cela nous aide à communiquer au-delà des trois principales langues coloniales que nous utilisons habituellement à LVC.
- Nous devons continuer à renforcer notre mouvement en créant des alliances et en développant des liens plus forts entre les zones rurales et urbaines. Au niveau mondial, le Comité de planification internationale pour la souveraineté alimentaire (CPI) reste l'espace d'alliances le plus important pour nous, où les mouvements sociaux et les organisations de petits producteur•rice•s alimentaires tiennent les rênes et peuvent élaborer des stratégies communes. Dans cet espace, nous commençons à planifier le prochain Forum mondial pour la souveraineté alimentaire, un espace autonome et auto-organisé pour échanger et élaborer des stratégies relatives aux questions agricoles et alimentaires, probablement à la fin 2022.
- Un autre aspect important est le renforcement constant de nos articulations de femmes et de jeunes. Le 25 novembre dernier, l'articulation des femmes a mené une action puissante et touchante en ligne. Pour 2021, l'articulation des jeunes prépare une vidéo forte sur le travail et les actions des jeunes dans LVC.

Annexes

Annexes 16.1 : Sélection de publications

No.	Titre de la publication	Disponible en
Livres et autres publications		
1	Les droits paysans expliqués : une version illustrée de la Déclaration des Nations Unies (UNDROP) !	EN , ES , FR
2	Document de Position de La Via Campesina Etat de Siège sur un Sommet !	EN , ES , FR
3	La Via Campesina : rapport annuel 2019	EN , ES , FR
Communiqués de presse, déclarations et communiqués		
4	Négligence, injustice, et insensibilité – La situation des paysan·ne·s pendant la crise du coronavirus	EN , ES , FR
5	1er mai 2020 : Construire la solidarité, la résistance et l'espoir entre les peuples	EN , ES , FR
6	#17Avril2020 – Labourez, semez et récoltez des idées transformatrices pour l'avenir !	EN , ES , FR
7	#RestezChezVousMaisPasEnSilence – En temps de pandémie, les paysan·ne·s sont uni·e·s pour nourrir les peuples !	EN , ES , FR
8	Négociation des directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition à Rome : apports de La Via Campesina	EN , FR
9	"La souveraineté alimentaire est la lumière qui nous montre la fin du tunnel" insiste La Via Campesina au moment de célébrer le #16Octobre dans une année marquée par une pandémie mondiale	EN , ES , FR
10	Consolidons la souveraineté alimentaire : Produisons, achetons et consommons localement	EN , ES , FR
11	Nous semons la lutte et les résistances, et cultivons nos droits ! #IlEstTempsDeTransformer	EN , ES , FR
12	La production locale de la nourriture s'est avérée résiliente en cette année de pandémie, et pourtant les gouvernements tardent à garantir les droits des paysans	EN , ES , FR

13	Il est temps de changer. Il est temps de mondialiser la solidarité, de localiser l'agriculture !	EN , ES , FR
14	La Via Campesina soutient le rapport sur le commerce du Rapporteur Spécial sur le droit à l'alimentation	EN , FR
15	Les vents du changement soufflent plus fort : Impact de la COVID-19 sur les paysan•ne•s, les travailleurs ruraux et autres groupes marginalisés	EN , ES , FR
16	L'agroécologie paysanne est notre réponse aux destructions causées par le système alimentaire industriel	EN , ES , FR
Régions et membres		
17	Lettre ouverte aux citoyen•ne•s. Coronavirus : La nécessaire refondation de nos systèmes agricoles et alimentaires	FR
18	France : la Confédération Paysanne dénonce la commercialisation frauduleuse de semences OGM	FR
19	Les industries semencières continuent de faire pression pour la déréglementation des OGM	FR
20	Nouveau partenariat stratégique entre la FAO et CropLife : Lettre du CIP au Directeur Général de la FAO	FR
21	Lettre Ouverte: Renforcer la politique de l'UE en matière d'OGM	FR
22	Du coronavirus à l'agroécologie paysanne	FR
23	ECVC dénonce la décision de l'État bolivien d'assouplir la législation sur les OGM	FR
24	Deux ans après : l'UNDROP doit être intégrée dans le "Pacte Vert" européen, la stratégie "De la Ferme à la Table" et les plans stratégiques nationaux de la PAC	FR
25	L'Europe à la botte des lobbys, on en a plein les bottes !	FR
26	Réforme de la PAC : de bons objectifs, des mesures insuffisantes	EN , FR
27	L'autonomie technologique pour l'agriculture paysanne	FR
28	PAC : n'ayons pas peur du débat citoyen !	FR
29	La réforme agraire aujourd'hui et nos défis	FR
30	Contribution de ECVC à la feuille de route sur la vision à long terme de l'UE pour les zones rurales	FR
31	Indonésie : Répression policière contre les paysans mécontents de l'accaparement des terres par une filiale de Michelin	EN , ES , FR
32	Le jour de l'environnement- Pourquoi est-il urgent d'engager une réforme agraire intégrale et populaire ?	FR
33	Souveraineté alimentaire : la première étape pour redresser la Palestine	FR
34	Belgique Reconsidérer notre système alimentaire	FR
35	Le temps de la transition est venu	FR
36	Nouveau Pacte Vert et stratégie "de la Ferme à la Fourchette" : il est temps de passer à une autre histoire en Europe	FR

37	Faire face au Coronavirus sur le terrain	FR
38	Québec : une pétition pour l'autonomie alimentaire	FR
39	La souveraineté alimentaire sera paysanne ou ne sera pas	FR
40	#17Avril en Suède : La crise du Coronavirus nuit à celles et ceux qui nous nourrissent	FR
41	Déclaration à la réunion extraordinaire des ministres de l'agriculture du G20	FR
42	#17Avril au Pays Basque : il est urgent de construire de nouveaux systèmes alimentaires	FR
43	#17Avril en Andalousie : lutte syndicaliste et action directe pour les droits des travailleur·se·s agricoles	FR
44	#17Avril en Autriche : Les petits exploitants et les travailleurs agricoles réclament leurs droits	FR
45	#17Avril2020 au Québec – La souveraineté alimentaire en temps de pandémie	FR
46	Journée internationale des Luttes Paysannes au Sénégal : donner la parole aux paysan·ne·s	FR
47	Le MST transforme le centre de formation Paulo Freire en hôpital de campagne pour les patients atteints de COVID-19	FR
48	Pour changer le monde, soutenez l'agriculture paysanne ! rappelle ECVC à travers les actions du #17Avril	FR
49	En temps de pandémie, les paysan·ne·s indonésien·ne·s défendent la souveraineté alimentaire et la solidarité	FR
50	#17Avril en Uganda : 3 revendications paysannes	FR
51	#17Avril au Kenya : le coronavirus aggrave la situation des paysan·ne·s	FR
52	Roumanie : le soutien des paysan·ne·s est une priorité dans le contexte de Covid19 (lettre ouverte)	FR
53	#17Avril2020 – Suisse : Ensemble mettons en œuvre la Souveraineté alimentaire ici et maintenant !	FR
54	COVID19 – Les producteur·trice·s alimentaires à petite échelle sont solidaires et se battent pour offrir une alimentation saine à tous	FR
55	La Via Campesina Africa se joint aux voix mondiales qui dénoncent les assassinats et la persécution des militants sociaux	FR
56	Journée de la terre : aperçu des luttes et des violations imposées aux paysan·ne·s, pêcheurs et éleveur·se·s palestinien·ne·s	FR
57	« Ne touche pas à ma terre, ma maison, mes militant-e-s »	FR
58	Réforme de la PAC : de bons objectifs, des mesures insuffisantes	FR
59	Libérez Junawal Bin Sukino, le défenseur de la réforme agraire !	FR
60	Pour défendre la vie du peuple brésilien, des mesures d'urgence pour une réforme agraire populaire !	FR
61	Un projet de réforme agraire antidémocratique menace l'accès des paysans à la terre en Ukraine	FR

62	Plus de 400 travailleurs agricoles migrants au Canada ont été testés positifs à la COVID-19	FR
63	Catastrophe de Lalla Mimouna : des centaines d'ouvrières agricoles marocaines atteintes par le coronavirus	FR
64	#1erMai : déclaration de la Région Nord-Américaine de La Via Campesina	EN, FR
65	1er Mai 2020 : ECVV exige que des mesures urgentes soient prises pour pallier à la situation de plus en plus grave des travailleur·euse·s ruraux dans le contexte du COVID-19	FR
66	Bangladesh : Les travailleur·se·s agricoles perdent toute source de revenu alors que les cas de COVID-19 s'envolent	FR
67	[Mis à jour] Covid19 : plusieurs membres de La Via Campesina alertent sur la vulnérabilité des paysan·ne·s et des travailleurs agricoles	FR
Médias citoyens et communautaires		
68	« Nos territoires ne sont autonomes sur rien » : comment parvenir à la souveraineté alimentaire en France	FR
69	La souveraineté alimentaire sera paysanne ou ne sera pas	FR
70	Massacre de l'Eldorado do Carajás il y a 24 ans : "Un jour à ne pas oublier"	EN, FR
71	VENEZUELA : Les paysans résistent au blocus économique en augmentant la production alimentaire	EN, FR
72	#17Avril en Italie : les paysan·ne·s et les travailleur·se·s agricoles continuent de résister	FR
Solidarité		
73	Communiqué de La Via Campesina : Face à la crise, il faut maintenir notre humanisme #NonAuBlocus	EN, ES, FR
74	Déclaration de la première mission internationale de solidarité de La Via Campesina au Venezuela	EN, ES, FR
75	La Via Campesina au Venezuela : une mission pour la fraternité, la solidarité et la vérité des peuples	EN, ES, FR
76	Communiqué de Solidarité et Dénonciation Publique quant à l'arrestation arbitraire de dirigeants paysans de la CNA – organisation de la CLOC LVC en Colombie	FR
77	Un accord de paix qui ignore les approches différentielles	FR
78	India's farmers seek urgent solidarity. Globalise the Struggle, Globalise Hope!	EN, ES, FR
79	La Via Campesina soutient la demande d'autodétermination du peuple sahraoui !	EN, ES, FR
80	Déclaration de solidarité avec Massa Koné	EN, ES, FR
81	Processus de paix en Colombie : Bulletin n°2 "Arrêtez de tirer!"	EN, ES, FR
82	Colombie: "Les violents ne pourront pas barrer le chemin des peuples vers la paix"	EN, ES, FR
83	Les ouragans Eta et Iota dévastent l'Amérique Centrale. La Via Campesina lance un appel urgent à la solidarité internationale	EN, ES, FR
84	Impunité de Chevron en Équateur Appel Urgent de la société civile internationale	EN, ES, FR

85	« Le gouvernement fait semblant de mener à bien l'Accord », Forum du 24 novembre	EN , ES , FR
86	4e anniversaire de la signature de l'Accord de Paix en Colombie	FR
87	La Via Campesina exprime sa solidarité et son soutien pour le peuple de Thaïlande	EN , ES , FR
88	Colombie : La Vía Campesina dénonce la vague alarmante de persécutions et d'assassinats de défenseurs sociaux	EN , ES , FR
89	La Via Campesina Africa se joint aux voix mondiales qui dénoncent les assassinats et la persécution des militants sociaux	EN , FR
90	Palestine : l'UAWC est cible d'une campagne de diffamation	EN , ES , FR
Bulletin de Nyeleni		
91	Souveraineté Alimentaire à l'ère de la résurgence autoritaire et fasciste	EN , ES , FR
92	Nyeléni a dix ans – et bien des choses à fêter !	EN , ES , FR
93	Bulletin Nyeleni N°41 : Au-delà de la terre – Territoire et souveraineté alimentaire	EN , ES , FR
94	Accaparement des terres et justice foncière	EN , ES , FR
Femmes et Jeunesse		
95	#25Nov : Des actions pour la vie et contre la violence !	EN , ES , FR
96	#25Novembre : Paysannes en lutte pour nos droits, contre le virus du capital et du patriarcat !	EN , ES , FR
97	#8Mars2020 : Paysannes debout et organisées pour la dignité et la souveraineté alimentaire !	EN , ES , FR
98	08 mars 2020 : La Via Campesina publie des illustrations qui amplifient les voix et les revendications des femmes rurales	EN , ES , FR
99	"La conspiration des femmes", un récit du 8 mars au Brésil	FR
100	En temps de pandémie, les paysan•ne•s indonésien•ne•s défendent la souveraineté alimentaire et la solidarité	EN , FR

La Via Campesina est un mouvement international qui défend une agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Il rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles.

Le mouvement s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement. Le mouvement comprend 182 organisations locales et nationales dans 81 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques.

LA VIA CAMPESINA

Mouvement paysan international

Secrétariat international

5 Gloucester Drive
Eastlea, Harare, Zimbabwe
Tel: +263 242 746552

Email: viacampesina@viacampesina.org
Website: www.viacampesina.org
and tv.viacampesina.org

Facebook
[ViaCampesinaOfficial](https://www.facebook.com/ViaCampesinaOfficial)

Twitter
[@via_campesina](https://twitter.com/@via_campesina)
[@via_campesinaSP](https://twitter.com/@via_campesinaSP)
[@viacampesinaFR](https://twitter.com/@viacampesinaFR)